



Friedrich Engels

Karl Marx

**DU
COLONIALISME
EN ASIE**

Inde, Perse, Afghanistan

MILLE . ET . UNE . NUITS

KARL
MARX
FRIEDRICH
ENGELS

Du colonialisme en Asie
Inde, Perse, Afghanistan

Édition établie
et postface par
Gérard Filoche

Couverture de
Olivier Fontvieille

ÉDITIONS MILLE ET UNE NUITS

Sommaire

Karl Marx

La Compagnie des Indes orientales.
Son histoire et les conséquences de son activité
page 7

Karl Marx

La Domination britannique en Inde
page 23

Karl Marx

Les Complications russo-turques. – Les Subterfuges
du cabinet britannique. – La Dernière Note
de Nesselrode. – La Question des Indes orientales
page 35

Karl Marx

Les Résultats éventuels de la domination
britannique en Inde
page 43

Karl Marx

La Guerre anglo-persane
page 55

Karl Marx
La Guerre contre la Perse
page 59

Friedrich Engels
La Perse et la Chine
page 65

Karl Marx
Le Traité persan
page 75

Friedrich Engels
Extrait de l'article : L'Afghanistan
page 83

Gérard Filoche
L'actualité de la ligne Durand
page 97

Vie de karl Marx
page 107

Repères bibliographiques
page 110

Karl Marx

**La Compagnie des Indes orientales.
Son histoire et les conséquences
de son activité**

London, vendredi, 24 juin 1853

Les débats sur la motion de lord Stanley tendant à ajourner l'adoption de mesures législatives sur l'Inde ont été reportés à ce soir. Pour la première fois depuis 1783, la question indienne est devenue une question ministérielle en Angleterre. Pourquoi en est-il ainsi ?

Les véritables débuts de la Compagnie des Indes orientales ne remontent pas à une époque plus reculée que l'an 1702, où différentes sociétés, briguant le monopole du commerce avec cette partie du monde, fusionnèrent en une seule compagnie. Jusque-là, l'existence même de l'originale Compagnie des Indes orientales s'est trouvée mise en danger à maintes reprises, elle fut suspendue durant des années sous le protectorat de Cromwell et une autre fois menacée de dissolution totale par intervention du Parlement sous le règne de Guillaume III. Ce fut pourtant sous l'ascendant de ce prince hollandais, au temps où les whigs

devinrent les fermiers de l'Empire britannique, où la Banque d'Angleterre prit naissance, où le système protectionniste était fermement assis en Angleterre et l'équilibre européen définitivement établi, que l'existence de la Compagnie des Indes orientales fut reconnue par le Parlement. Cette ère d'apparente liberté était en réalité l'ère des monopoles non pas créés par patentes royales comme aux temps d'Elisabeth et de Charles I^{er}, mais autorisés et reconnus d'intérêt national par le Parlement. Cette époque de l'histoire d'Angleterre présente en fait une extrême ressemblance avec l'époque de Louis-Philippe en France, la vicille aristocratie terrienne défaite, et la bourgeoisie incapable de prendre sa place, sinon sous la bannière de la ploutocratie, autrement dit de la « *haute finance* »*. La Compagnie des Indes orientales excluait le commun peuple du trafic avec l'Inde, en même temps que la Chambre des Communes l'excluait de la représentation parlementaire. Dans ce cas, comme en bien d'autres, nous voyons la première victoire décisive de la *bourgeoisie* * sur l'aristocratie féodale s'accompagnant de la réaction la plus prononcée contre le peuple, phénomène qui a conduit plus d'un écrivain populaire, comme Cobbett, à chercher la liberté du peuple plutôt dans le passé que dans l'avenir.

* Les mots suivis d'un astérisque sont en français dans le texte. (N.d.É.)

L'union entre la monarchie constitutionnelle et les magnats de la finance monopolistes, entre la Compagnie des Indes orientales et la « glorieuse » révolution de 1688 a été favorisée par la même force grâce à laquelle les capitaux libéraux et les dynasties libérales se sont, en tout temps et en tout pays, réunis et combinés, par la force de la corruption, le moteur de la monarchie constitutionnelle, l'ange gardien de Guillaume III et le mauvais génie de Louis-Philippe. Il ressortait des enquêtes parlementaires que, dès 1693, les dépenses annuelles de la Compagnie des Indes orientales, au chapitre des « dons » à des hommes au pouvoir, qui montaient rarement au-dessus de 1 200 livres avant la révolution, atteignaient la somme de 90 000 livres sterling. Le duc de Leeds fut mis en accusation pour un pot-de-vin de 5 000 livres sterling, et le vertueux roi lui-même convaincu d'en avoir touché 10 000. Outre ces faits de corruption, on ne se faisait pas scrupule d'abattre les compagnies rivales en prêtant au Gouvernement des sommes énormes à bas intérêt et en achetant les directeurs rivaux.

Pour obtenir sa puissance, la Compagnie des Indes orientales devait corrompre le Gouvernement, tout comme le faisait la Banque d'Angleterre, et pour la maintenir, cette Compagnie devait recourir à de nouvelles corruptions, comme le faisait aussi la Banque d'Angleterre. À toute époque, quand son monopole venait à expiration, elle ne pouvait obtenir le renou-

vement de sa Charte qu'en offrant de nouveaux prêts et de nouveaux présents au Gouvernement.

D'une puissance commerciale, les événements de la guerre de Sept Ans firent de la Compagnie des Indes orientales une puissance militaire et territoriale. C'est à cette époque que furent posés les fondements de l'Empire britannique en Orient. Les actions de la Compagnie montèrent jusqu'à 263 livres sterling et les dividendes étaient servis au taux de 12,5 %. Mais la Compagnie vit alors apparaître un nouvel ennemi, non plus sous la forme de sociétés rivales, mais sous celle de ministres rivaux et d'une nation rivale. On alléguait que le territoire de la Compagnie avait été conquis à l'aide de la flotte britannique et des armées britanniques, et que nul sujet britannique ne pouvait détenir de souveraineté territoriale indépendante de la Couronne. Les ministres d'alors et la nation réclamèrent leur part des « fabuleux trésors » que la Compagnie était censée détenir grâce aux dernières conquêtes. La Compagnie ne sauva son existence que par un accord passé en 1767, en vertu duquel elle devait verser annuellement 400 000 livres sterling au Trésor.

Mais la Compagnie des Indes orientales, au lieu de remplir son engagement, au lieu de payer un tribut à la nation anglaise, se trouva aux prises avec des difficultés financières, et fit appel au Parlement pour en obtenir une aide pécuniaire. De sérieuses modifications dans la Charte furent la conséquence de cette

démarche. Les affaires de la Compagnie ne s'améliorant pas en dépit de sa nouvelle condition, et la nation anglaise ayant en même temps perdu ses colonies en Amérique du Nord, la nécessité de conquérir ailleurs un vaste Empire colonial se fit de plus en plus universellement sentir. Le célèbre Fox crut le moment venu, en 1783, pour déposer son fameux *bill* sur l'Inde, qui proposa d'abolir les Conseils des directeurs et des actionnaires, et de remettre tout le gouvernement de l'Inde entre les mains de sept commissaires, nommés par le Parlement. Grâce à l'influence personnelle d'un roi imbécile¹ sur la Chambre des Lords, le projet de Fox fut rejeté, ce qui permit d'abattre le cabinet de coalition de Fox et de lord North, alors au pouvoir, et de placer le fameux Pitt à la tête du Gouvernement. Pitt fit, en 1784, adopter par les deux Chambres un projet de loi, tendant à la création du Bureau de contrôle, composé de six membres du Conseil privé, chargés « de vérifier, observer et contrôler tous actes, opérations et affaires relatifs de façon quelconque à l'administration civile et militaire, ou aux revenus des territoires et possessions de la Compagnie des Indes orientales ».

Mill, l'historien, dit à ce sujet : « En adoptant cette loi, on poursuivait deux buts. Pour ne pas être accusé de s'inspirer du motif odieux attribué au projet de M. Fox, il était nécessaire de *faire croire* que les directeurs déte-

1. Georges III. (N.d.É.)

naient l'essentiel du pouvoir. Dans l'intérêt ministériel, il était nécessaire qu'*en réalité* le pouvoir leur fut retiré tout entier. Le projet de M. Pitt prétendait se distinguer de celui de son rival en ce que l'un anéantissait le pouvoir des directeurs, et que l'autre le laissait presque entier. Selon la loi de M. Fox, les pouvoirs des ministres eussent été reconnus de façon avouée. En vertu de la loi de M. Pitt, ils les détenaient en secret et en fraude. La loi de M. Fox transférait le pouvoir de la Compagnie aux commissaires nommés par le Parlement. La loi de M. Pitt le transférait aux commissaires nommés par le roi. »

Les années 1783 et 1784 furent ainsi les premières, et jusqu'à présent les seules, où la question de l'Inde devint une question ministérielle. Le *bill* de M. Pitt une fois voté, la charte de la Compagnie des Indes orientales fut renouvelée, et la question de l'Inde mise de côté pour vingt ans. Mais en 1813 la guerre contre les Jacobins et en 1833 le projet de réforme récemment adopté primaient toutes les autres questions politiques.

Ceci est la première raison qui empêcha la question de l'Inde de devenir une grande question politique, depuis et avant 1784 : avant cette date, la Compagnie avait tout d'abord à défendre son existence et son importance ; après cette date, l'oligarchie avait absorbé tous ceux de ses pouvoirs qu'elle pouvait assumer sans encourir de responsabilité ; et ultérieurement, le peuple anglais se trouvait, aux époques mêmes du

renouvellement de la charte, en 1813 et en 1833, absorbé par d'autres questions plus importantes.

Nous allons maintenant envisager les choses d'un autre point de vue. La Compagnie des Indes orientales avait commencé par établir tout simplement des factoreries pour ses agents et des entrepôts pour ses marchandises. Afin de les protéger, elle éleva plusieurs forts. Bien qu'elle ait dès 1689 conçu le dessein d'établir ses possessions en Inde et de faire du revenu tiré de ces provinces une de ses sources de profits, jusqu'en 1744, néanmoins elle n'avait acquis que quelques districts sans importance autour de Bombay, Madras et Calcutta. La guerre qui éclata par la suite dans le Carnatic eut pour effet de rendre la Compagnie, après diverses luttes, pratiquement souveraine dans cette partie de l'Inde. Bien plus considérables furent les résultats de la guerre du Bengale et de la victoire de Clive : l'occupation de fait du Bengale, du Bihar et d'Orissa. À la fin du XVIII^e siècle et dans les premières années du siècle présent, se situent les guerres avec Tippto-Sahib, qui eurent pour conséquence un grand accroissement du pouvoir des conquérants et une immense extension du système des subventions. Au cours de la deuxième dizaine d'années du XIX^e siècle, l'Angleterre s'acquitt enfin pour la première fois une frontière commode, en conquérant la bande désertique en bordure de l'Inde. Ce ne fut pas avant ce temps que l'Empire britannique en Orient atteignit les parties de l'Asie qui avaient été

de tout temps le siège de tout grand pouvoir central en Inde. Mais le point le plus vulnérable de l'Empire, par où l'Inde avait été envahie autant de fois que d'anciens conquérants furent expulsés par des nouveaux, la barrière des frontières occidentales, n'était pas encore aux mains des Britanniques. Durant la période comprise entre 1838 et 1849, au cours des guerres avec les Sikhs et les Afghans, la domination britannique s'établit définitivement dans les frontières ethnographiques, politiques et militaires du continent des Indes orientales tout entier, grâce à l'annexion par la force du Pendjab et du Sind. Possessions indispensables pour repousser toute force d'invasion venue d'Asie centrale et indispensables contre la Russie, en marche vers les frontières de la Perse. Au cours de cette dernière décennie, un territoire de 167 000 milles carrés, avec une population de 8 572 630 âmes, fut ajouté au territoire de l'Inde britannique. Quant à la situation intérieure du pays, tous les États indigènes se trouvaient désormais entourés par les possessions britanniques, soumis à la suzeraineté britannique sous des formes variées, et coupés du littoral, à l'exception du Goudjérate et du Sind. Quant à ses relations extérieures, c'en était fini à jamais. Et c'est seulement depuis 1849 que le grand Empire anglo-indien uni a existé.

Le Gouvernement britannique a combattu ainsi, sous le nom de la Compagnie, durant deux siècles, jusqu'à ce que les limites naturelles de l'Inde fussent enfin

atteintes. Nous comprenons à présent pourquoi, pendant tout ce temps, tous les partis, en Angleterre, gardèrent un silence complice, même ceux qui avaient décidé de faire entendre à qui mieux mieux leurs hypocrites jérémiades pacifiques, après que l'*arrondissement** de l'Empire anglais uni dans l'Inde aurait été achevé. Bien entendu, il fallait d'abord avoir l'Inde pour la soumettre ensuite à leur austère philanthropie. Nous comprenons maintenant le changement intervenu dans la façon de poser la question de l'Inde, en la présente année 1853, comparativement à toutes les périodes précédentes du renouvellement de la Charte.

Prenons un autre point de vue. Nous comprendrons bien mieux la nature particulière de la crise portant sur la législation indienne, en passant en revue l'histoire des relations commerciales britanniques avec l'Inde, dans ses différentes phases.

À ses débuts, sous le règne d'Elisabeth, la Compagnie des Indes orientales fut autorisée, pour exercer avantageusement son commerce avec l'Inde, à exporter 30 000 livres sterling, en argent, or et monnaies étrangères. C'était heurter tous les préjugés de l'époque, et Thomas Mun fut forcé, tout en exposant dans un *Discours sur le commerce d'Angleterre aux Indes* les fondements du « système mercantile », et en admettant que les métaux précieux étaient la seule richesse réelle qu'un pays puisse posséder, de soutenir en même temps que leur exportation pouvait être tolérée sans crainte

pourvu que la *balance des paiements* penchât en faveur de la nation exportatrice. Il assurait aussi que les biens importés des Indes orientales étaient principalement réexportés vers d'autres pays, d'où l'on tirait une quantité de numéraire bien plus grande qu'il n'en avait fallu pour payer ces marchandises en Inde. Dans le même esprit, sir Josiah Child écrivit un *Traité dans lequel il est démontré que le commerce des Indes orientales est le plus national de tous les commerces étrangers*. Peu à peu, les partisans de la Compagnie des Indes orientales devinrent plus audacieux, et on peut noter comme une curiosité dans cette étrange histoire indienne que les monopoles du commerce en Inde furent les premiers apôtres du libre échange en Angleterre.

L'intervention parlementaire, à l'égard de la Compagnie des Indes orientales, fut de nouveau réclamée non par les gens de commerce, mais par la classe industrielle, dans les toutes dernières années du XVII^e siècle et durant la plus grande partie du XVIII^e ; il fut alors proclamé que l'importation des cotonnades et des soieries des Indes orientales ruinait les pauvres manufacturiers anglais. Cette opinion fut avancée dans l'ouvrage de John Pollexfen intitulé *L'Incompatibilité de la politique manufacturière de l'Angleterre et des Indes orientales* (Londres 1697), un titre étrangement confirmé un siècle et demi plus tard, mais dans un sens tout différent. Le Parlement intervint alors. Par les actes 11 et 12 Guillaume III, chapitre 10, le port de soieries manufac-

turées et de calicots imprimés ou teints, importés d'Inde, de Perse et de Chine, fut prohibé et toute personne qui en posséderait ou en vendrait était passible d'une amende de 200 livres sterling. Des lois analogues furent promulguées sous George I^{er}, II et III, en conséquence des lamentations réitérées des manufacturiers britanniques, si « éclairés ». Ainsi, durant la plus grande partie du XVIII^e siècle, les produits manufacturés indiens furent généralement importés en Angleterre pour être vendus sur le continent, tout en restant exclus du marché anglais lui-même.

Outre l'intervention parlementaire dans les affaires des Indes orientales, sollicitée par les avides manufacturiers de la métropole, des efforts furent faits à l'époque de chaque renouvellement de la charte, par les marchands de Londres, Liverpool et Bristol, pour détruire le monopole commercial de la Compagnie et participer à ce commerce, considéré comme une vraie mine d'or. En conséquence de ces efforts, une disposition fut introduite dans l'acte de 1773, reconduisant la charte de la Compagnie jusqu'au 1^{er} mars 1814, par laquelle les personnes privées britanniques étaient autorisées à exporter aux Indes et les employés de la Compagnie d'importer en Angleterre presque toute espèce de marchandises. Mais cette concession était assortie de conditions annihilant ses effets, quant aux exportations de marchandises par des marchands privés dans l'Inde. En 1813, la Compagnie fut incapable

de résister à la pression de vastes milieux commerciaux, et si le monopole du commerce avec la Chine était maintenu, le commerce avec l'Inde fut ouvert, sous certaines restrictions, à la libre concurrence. Au renouvellement de la charte en 1833, ces dernières furent enfin écartées, la Compagnie se vit interdire tout genre de commerce, son caractère commercial lui fut retiré, ainsi que son privilège de bannir les sujets britanniques du territoire indien.

Entre-temps, le commerce des Indes orientales avait subi de très sérieuses modifications, altérant du tout au tout l'attitude des diverses classes en Angleterre. Durant tout le XVIII^e siècle, les trésors affluant de l'Inde en Angleterre avaient été bien moins le fruit d'un commerce comparativement insignifiant que celui de l'exploitation directe de ce pays et des fortunes colossales qui y avaient été extorquées et transférées en Angleterre. Après 1813, le commerce avec l'Inde fit plus que tripler en fort peu de temps. Mais ceci n'était pas tout. Le caractère tout entier de ce commerce était changé. Jusqu'en 1813, l'Inde avait été principalement un pays exportateur, il devint maintenant importateur, et cette progression fut si rapide que, dès 1823, le taux de change qui avait généralement été de deux shillings six pence par roupie était tombé à deux. L'Inde, le grand atelier de cotonnades pour le monde entier depuis des temps immémoriaux, se trouva alors inondée de filés et de cotonnades anglais. Ses produits exclus d'Angleterre, ou admis seulement

aux conditions les plus dures, elle vit affluer chez elle les étoffes anglaiscs, grevées d'un droit modique, purement nominal, pour la ruine de son industrie des cotonnades jadis si célèbre. En 1780, la valeur des produits, y compris les articles manufacturés, ne se montait qu'à 386 152 livres sterling, et celle des exportations de numéraire durant la même année se chiffrait à 15 041 livres, la valeur totale des exportations étant de 12 648 616 livres sterling, de sorte que le commerce indien ne représentait que $1/32^e$ du chiffre d'affaires de tout le commerce extérieur. En 1850, le total des exportations de Grande-Bretagne et d'Irlande en Inde était de 8 024 000 livres sterling, où la part des cotonnades s'élevait à elle seule à 5 220 000 livres, représentant ainsi plus de un huitième de la valeur des exportations totales de la Grande-Bretagne et plus de un quart de la valeur de son commerce extérieur des cotonnades. Mais la manufacture du coton employait à présent un huitième de la population britannique et contribuait pour un douzième à l'ensemble du revenu national. Après chaque crise commerciale, le commerce des Indes orientales prenait une importance toujours plus essentielle pour les manufacturiers du coton anglais, et le continent des Indes orientales était devenu en fait leur meilleur débouché. Au fur et à mesure que l'industrie du coton devenait d'intérêt vital pour l'édifice social de la Grande-Bretagne, les Indes orientales devenaient d'intérêt vital pour l'industrie cotonnière britannique.

Jusqu'alors, les intérêts de la ploutocratie qui avait converti l'Inde en son fief, ceux de l'oligarchie qui l'avait conquise par ses armées et de l'aristocratie manufacturière qui l'inondait de ses cotonnades avaient marché la main dans la main. Mais plus les industriels de la Grande-Bretagne devenaient dépendants du marché indien, et plus ils sentaient la nécessité de créer de nouvelles forces productives en Inde, après avoir ruiné son industrie nationale. On ne peut continuer à inonder un pays de ses produits manufacturés, à moins de le mettre en état de vous fournir quelques marchandises en retour. Les industriels découvrirent que leur commerce déclinait au lieu de s'accroître. Pour les quatre années précédant 1846, les importations de Grande-Bretagne en Inde s'étaient montées à 261 millions de roupies; pour les quatre années précédant 1850, elles ne représentaient plus que 253 millions, tandis que pour la première période, les exportations se chiffraient à 274 millions de roupies, et pour la dernière, à 254 millions. Ils découvrirent que la capacité de l'absorption de leurs marchandises était, en Inde, réduite au dernier point, et que la consommation de ces biens aux Indes occidentales britanniques était évaluée à 14 shillings environ par tête d'habitant et par an, au Chili à 9 shillings 3 pence, au Brésil à 6 shillings 5 pence, à Cuba à 6 shillings 2 pence, au Pérou à 5 shillings 7 pence, en Amérique centrale à 10 pence, tandis qu'en Inde elle s'élevait seulement à

9 pence environ. Vint ensuite la récolte de coton déficitaire aux États-Unis, qui causa aux cotonniers anglais une perte de 11 millions de livres sterling en 1850, et les laissa exaspérés de se trouver dépendants des États-Unis, au lieu de tirer du coton brut en suffisance des Indes orientales. Les industriels comprirent en outre que, dans toutes leurs tentatives en vue d'investir des capitaux en Inde, ils se heurtaient aux obstacles et aux chicanes des autorités indiennes. L'Inde devint ainsi le champ de bataille dans le conflit des intérêts industriels d'une part, de la ploutocratie et de l'oligarchie de l'autre. Les manufacturiers, conscients de leur ascendant en Angleterre, demandent à présent l'annihilation de ces forces hostiles en Inde, la destruction de tout l'ancien appareil du gouvernement indien, et l'éclipse finale de la Compagnie des Indes orientales.

Plaçons-nous maintenant au quatrième et dernier point de vue d'où la question indienne doit être jugée. Depuis 1784, les finances de l'Inde se trouvent de plus en plus en difficulté. La dette publique atteint à présent 50 millions de livres sterling, on constate une diminution croissante des recettes et un accroissement correspondant des dépenses, le déficit étant douteusement compensé par les rentrées aléatoires de la taxe sur l'opium, actuellement menacées d'extinction, depuis que les Chinois commencent à cultiver eux-mêmes le pavot, et aggravé par les frais à anticiper de l'absurde guerre de Birmanie.

KARL MARX/FRIEDRICH ENGELS

« Dans cet état de choses, dit M. Dickinson, alors que la perte de son Empire dans l'Inde ruinerait l'Angleterre, c'est imposer un effort ruineux à nos propres finances que d'être obligés de le garder. »

J'ai ainsi montré pourquoi la question indienne est devenue, pour la première fois depuis 1783, une question anglaise et une question ministérielle.

Écrit par Karl Marx le 24 juin 1853.

Traduit de l'anglais.

Paru dans le *New York Daily Tribune*

n° 3816, le 11 juillet 1853.

Signé : Karl Marx

Karl Marx

La Domination britannique en Inde

Londres, vendredi, 10 juin 1853

Les dépêches télégraphiques de Vienne annoncent que la solution pacifique des problèmes turc, sarde et suisse ne fait plus de doute.

Hier soir, à la Chambre des Communes, le débat sur l'Inde se poursuivait avec l'apathie habituelle. M. Blackett imputa aux interventions de sir Charles Wood et de sir J. Hogg de porter le sceau d'un faux optimisme. Plusieurs défenseurs du ministère et du Conseil des directeurs firent de leur mieux pour réfuter l'accusation, et l'inévitable M. Hume fit le résumé en invitant les ministres à retirer leur projet d'acte. Le débat fut ajourné.

L'Hindoustan, c'est une Italie de dimensions asiatiques, où l'Himalaya tient la place des Alpes, les plaines du Bengale celle de la Lombardie, la chaîne du Deccan celle des Apennins, et Ceylan celle de la Sicile. La même richesse et la même variété des produits de la terre, et le même démembrement dans la structure politique. Tout comme en Italie, à diverses périodes, le glaive du conquérant ressoudait différentes masses

nationales, l'Hindoustan, quand il n'était pas sous le joug des mahométans, ou des Mogols, ou des Britanniques, fut divisé en autant d'États ennemis et indépendants qu'il possédait de villes ou même de villages. Pourtant, du point de vue social, l'Hindoustan n'est pas l'Italie, mais plutôt l'Irlande de l'Orient. Et cette combinaison étrange d'Italie et d'Irlande, du monde de la volupté et de celui du chagrin, était déjà anticipée dans les antiques traditions de la religion de l'Hindoustan. Cette religion est en même temps une religion de l'exubérance sensuelle et une religion des ascètes mortifiant leur corps; la religion du lingam et celle de Jagannatha; la religion des moines et celle des bayadères.

Je ne partage pas l'opinion de ceux qui croient à un âge d'or de l'Hindoustan, quoique je ne me réfère pas, à l'instar de sir Charles Wood, à l'exemple de Koulikhan pour confirmer mon point de vue. Mais prenez le temps d'Aurangzeb; ou l'époque où les Mogols apparurent dans le Nord et les Portugais dans le Sud; ou la période de l'invasion des mahométans et de la heptarchie dans l'Inde méridionale; ou, si vous voulez, remontez encore plus loin dans l'Antiquité et prenez la chronologie mythologique des brahmanes eux-mêmes, qui reportent le commencement de la misère en Inde à une époque encore plus reculée que la création du monde dans la conception chrétienne.

Aucun doute n'est possible pourtant: les maux que les Anglais ont causés à l'Hindoustan sont d'un genre

essentiellement différent et beaucoup plus profonds que tout ce que l'Hindoustan avait eu à souffrir auparavant. Je ne fais pas allusion au despotisme européen qui, ajouté par la Compagnie britannique des Indes orientales au despotisme asiatique, forme une combinaison plus monstrueuse que les monstres sacrés qui nous épouvantent au temple de Salsette. Cela ne constitue pas un trait distinctif de la domination coloniale britannique, et n'est qu'une imitation du système hollandais, à tel point que pour caractériser l'activité de la Compagnie britannique des Indes orientales il suffit de répéter littéralement ce que sir Stamford Raffles, le gouverneur *anglais* de Java, avait dit à propos de la vieille Compagnie néerlandaise des Indes orientales.

« La Compagnie néerlandaise, mue uniquement par l'amour du gain et ayant pour ses sujets moins d'égards et de considération qu'un planteur des Indes occidentales n'en avait autrefois pour les esclaves qui travaillaient dans son domaine — parce que celui-ci avait payé avec de l'argent son instrument humain, tandis que celle-là n'en avait rien fait —, cette Compagnie fit marcher tous les ressorts existants du despotisme pour tirer du peuple ses derniers sous au moyen de contributions et tout le travail dont il était capable. Elle aggravait ainsi les maux causés par un gouvernement capricieux et semi-barbare, allant à ses buts avec l'habileté de politiciens éprouvés et l'avidité sans bornes de marchands. »

Toutes les guerres civiles, invasions, révolutions, conquêtes, famines, aussi complexe, rapide et destructive que leur action successive sur l'Hindoustan puisse paraître, ne l'avaient atteint que superficiellement. L'Angleterre a détruit les fondements du régime social de l'Inde, sans manifester jusqu'à présent la moindre velléité de construire quoi que ce soit. Cette perte de leur vieux monde, qui n'a pas été suivie de l'acquisition d'un monde nouveau, confère à la misère actuelle des Hindous un caractère particulièrement désespéré, et sépare l'Hindoustan, gouverné par les Anglais, de toutes ses traditions anciennes, de son histoire passée dans son ensemble.

Depuis des temps immémoriaux, il n'existait en Asie que trois départements administratifs : celui des Finances, ou pillage de l'intérieur; celui de la Guerre, ou pillage de l'extérieur; et, enfin, le département des Travaux publics. Le climat et les conditions géographiques, surtout la présence de vastes espaces désertiques, qui s'étendent du Sahara, à travers l'Arabie, la Perse, l'Inde et la Tatarie, aux plateaux les plus élevés de l'Asie ont fait de l'irrigation artificielle à l'aide de canaux et d'autres ouvrages hydrauliques la base de l'agriculture orientale. En Égypte et en Inde, comme en Mésopotamie et en Perse, les inondations servent à fertiliser le sol; on profite du haut niveau de l'eau pour alimenter les canaux d'irrigation. Cette nécessité première d'utiliser l'eau avec économie et en commun, qui, en Occident, entraîna les entrepreneurs privés à s'unir en associations bénévoles,

comme en Flandre et en Italie, imposa en Orient, où le niveau de civilisation était trop bas et les territoires trop vastes pour que puissent apparaître des associations de ce genre, l'intervention centralisatrice du Gouvernement. De là, une fonction économique incombant à tous les gouvernements asiatiques, la fonction d'assurer les travaux publics. Cette fertilisation artificielle du sol, dépendant d'un gouvernement central et tombant en décadence dès que l'irrigation ou le drainage sont négligés, explique le fait suivant qui autrement aurait paru étrange : des territoires entiers qui, autrefois, furent admirablement cultivés comme Palmyre, Petra, les ruines du Yémen, de vastes provinces de l'Égypte, de la Perse et de l'Hindoustan sont actuellement stériles et déserts. Elle explique aussi pourquoi une seule guerre dévastatrice a pu dépeupler le pays pour des siècles et le priver de toute sa civilisation.

Or, les Anglais dans les Indes orientales ont accepté de leurs prédécesseurs les départements des Finances et de la Guerre, mais ils ont entièrement négligé celui des Travaux publics. De là, la détérioration d'une agriculture incapable de se développer selon le principe britannique de libre concurrence, de *laissez faire, laissez aller**. Mais nous sommes accoutumés de voir dans les empires asiatiques l'agriculture tomber en décadence sous un gouvernement et revivre sous un autre. Les récoltes y correspondent aux gouvernements bons ou mauvais, comme elles changent en Europe selon le beau et le

mauvais temps. Ainsi, l'oppression et l'abandon de l'agriculture, tout néfastes qu'ils fussent, ne sauraient être envisagés comme le coup de grâce porté à la société indienne par les envahisseurs anglais, s'ils n'étaient accompagnés d'une circonstance autrement importante et tout à fait nouvelle dans les annales du monde asiatique dans son ensemble. Quelque changeant que fût l'aspect politique de l'Inde dans le passé, ses conditions sociales sont restées invariables depuis l'Antiquité la plus reculée jusqu'à la première décennie du XIX^e siècle. Le métier à tisser à bras et le rouet, qui produisaient des myriades de tisserands et de fileurs, étaient le pivot de la structure de cette société. Depuis des temps immémoriaux, l'Europe recevait les admirables tissus de fabrication indienne, envoyant en échange ses métaux précieux et fournissant ainsi la matière première aux orfèvres, ces membres indispensables de la société indienne dont l'amour de la bijouterie est si grand que même les représentants des classes inférieures qui vont presque nus ont habituellement une paire de boucles d'oreille en or et quelque ornement d'or autour du cou. Les anneaux qu'on portait aux doigts ou aux orteils étaient aussi très répandus. Les femmes et les enfants avaient souvent aux bras et aux jambes de massifs bracelets d'or ou d'argent, il y avait des statuettes de divinités en or et en argent dans les maisons. Les envahisseurs anglais ont brisé les métiers à tisser des Indiens, et détruit leurs rouets.

L'Angleterre commença par évincer les cotonnades indiennes du marché européen, puis elle se mit à exporter en Hindoustan le filé et enfin inonda de cotonnades la patrie des cotonnades. De 1818 à 1836, les exportations du filé de Grande-Bretagne en Inde augmentèrent dans la proportion de 1 à 5 200. En 1824, les exportations des mousselines anglaises en Inde atteignaient à peine 1 million de yards, alors qu'en 1837 elles dépassaient 64 millions de yards. Mais dans la même période, la population de Dacca passa de 150 000 habitants à 20 000. Cette décadence des villes indiennes, célèbres par leurs produits, n'était pas, il s'en faut, la pire conséquence de la domination britannique. La science britannique et l'utilisation de la machine à vapeur par les Anglais avaient détruit, sur tout le territoire de l'Hindoustan, le lien entre l'agriculture et l'industrie artisanale.

Ces deux circonstances – d'une part, le fait que les Indiens, comme tous les peuples orientaux, aient laissé au Gouvernement central le soin des grands travaux publics, condition première de leur agriculture et de leur commerce, et de l'autre, qu'ils étaient dispersés sur tout le territoire du pays et rassemblés en de petits centres par des communautés semi-agricoles, semi-artisanales de caractère familial – ces deux circonstances-là, disions-nous, ont engendré, depuis les temps les plus reculés, un système social très particulier, le soi-disant *système de village*, qui donnait à chacune de ces petites

communautés une organisation indépendante et une vie distincte. La description suivante, tirée d'un vieux compte rendu officiel sur les affaires indiennes de la Chambre des communes anglaise, peut donner une idée du caractère particulier de ce système : « Du point de vue géographique, un village est un espace de terres arables et incultes, comprenant quelques centaines ou quelques milliers d'acres ; du point de vue politique, il ressemble à une corporation ou à une paroisse. On y trouve habituellement les fonctionnaires et les employés suivants : le *potail*, ou syndic, qui, en règle générale, veille aux affaires du village, règle les litiges entre ses habitants, assure la police et perçoit les impôts, fonctions que son influence personnelle et la connaissance minutieuse de la situation et des affaires des villageois le rendent le plus qualifié à remplir. Le *kurnum* établit le bilan des travaux agricoles et enregistre tout ce qui se rapporte à la culture du sol. Vient ensuite le *tailler* et le *totie* ; le devoir du premier consiste à rassembler les informations concernant les crimes et les délits, à accompagner et à protéger les personnes voyageant d'un village à un autre ; la tâche du second semble être rattachée plus directement au village et consiste, entre autres, à veiller sur la récolte et à contribuer à son évaluation. Le *garde-frontières* est préposé à la garde des limites du village et fait la déposition en cas de litige. Le préposé aux réservoirs et cours d'eau distribue l'eau pour les besoins de l'agriculture.

Un brahmane célèbre le culte. Le maître d'école enseigne aux enfants du village à lire et à écrire sur le sable. On distingue encore le brahmane préposé au calendrier ou astrologue, etc. Ces fonctionnaires et ces employés constituent généralement l'administration du village ; mais dans certaines parties du pays, ils sont moins nombreux, car plusieurs devoirs et fonctions décrits plus haut sont remplis par une seule personne ; dans d'autres, leur nombre est plus grand. Depuis des temps immémoriaux, les habitants de village avaient vécu sous cette simple forme de gouvernement municipal. On ne changeait que rarement les limites des villages ; et bien que ceux-ci aient été parfois endommagés et même dévastés par la guerre, la famine et les maladies, les mêmes noms, les mêmes limites, les mêmes intérêts et jusqu'aux mêmes familles y restaient pendant des siècles. Les habitants ne se laissaient pas troubler par les chutes et les démembrements de royaumes ; tant que le village reste entier, peu leur importe sous quel pouvoir il est transféré ou de quel souverain il dépend : son économie intérieure ne subit aucun changement. Le potail est toujours syndic du village et il continue son activité de juge de paix ou magistrat ; l'État lui confie directement, ou lui afferme la perception des impôts. »

Ces petites formes stéréotypées d'organisme social ont été dissoutes pour la plupart et sont en train de disparaître non pas tant à cause de l'intervention brutale

des percepteurs et des soldats britanniques, que sous l'influence de la machine à vapeur et du libre-échange anglais. Ces communautés familiales se basaient sur l'industrie artisanale, alliant d'une façon spécifique le tissage, la filature et la culture du sol exécutés à la main, ce qui leur assurait l'indépendance. L'intervention anglaise, en plaçant le fileur au Lancashire et le tisserand au Bengale, ou même en faisant disparaître aussi bien le fileur que le tisserand indiens, détruisit ces petites communautés semi-barbares, semi-civilisées en sapant leurs fondements économiques, et produisit ainsi la plus grande et, à vrai dire, la seule révolution *sociale* qui ait jamais eu lieu en Asie.

Or, aussi triste qu'il soit de point de vue des sentiments humains de voir ces myriades d'organisations sociales patriarcales, inoffensives et laborieuses se dissoudre, se désagréger en éléments constitutifs et être réduites à la détresse, et leurs membres perdre en même temps leur ancienne forme de civilisation et leurs moyens de subsistance traditionnels, nous ne devons pas oublier que ces communautés villageoises idylliques, malgré leur aspect inoffensif, ont toujours été une fondation solide du despotisme oriental, qu'elles renfermaient la raison humaine dans un cadre extrêmement étroit, en en faisant un instrument docile de la superstition et l'esclave des règles admises, en la dépouillant de toute grandeur et de toute force historique. Nous ne devons pas oublier l'exemple des bar-

bares qui, accrochés égoïstement à leur misérable lopin de terre, observaient avec calme la ruine des empires, les cruautés sans nom, le massacre de la population des grandes villes, n'y prêtant pas plus d'attention qu'aux phénomènes naturels, eux-mêmes victimes de tout agresseur qui daignait les remarquer. Nous ne devons pas oublier que cette vie végétative, stagnante, indigne, que ce genre d'existence passif déchaînait d'autre part, par contrecoup, des forces de destruction aveugles et sauvages, et faisait du meurtre lui-même un rite religieux en Hindoustan. Nous ne devons pas oublier que ces petites communautés portaient la marque infamante des castes et de l'esclavage, qu'elles soumettaient l'homme aux circonstances extérieures au lieu d'en faire le roi des circonstances, qu'elles faisaient d'un état social en développement spontané une fatalité toute-puissante, origine d'un culte grossier de la nature, dont le caractère dégradant se traduisait dans le fait que l'homme, maître de la nature, tombait à genoux et adorait Hanumân, le singe, et Sabbala, la vache.

Il est vrai que l'Angleterre, en provoquant une révolution sociale en Hindoustan, était guidée par les intérêts les plus abjects et agissait d'une façon stupide pour atteindre ses buts. Mais la question n'est pas là. Il s'agit de savoir si l'humanité peut accomplir sa destinée sans une révolution fondamentale dans l'état social de l'Asie. Sinon, quels que fussent les crimes de l'Angleterre, elle fut un instrument inconscient de l'Histoire

en provoquant cette révolution. Dans ce cas, quelque tristesse que nous puissions ressentir au spectacle de l'effondrement d'un monde ancien, nous avons le droit de nous exclamer avec Goethe :

« Sollte diese Qual uns quälen
Da sie unsere Lust vermehrt,
Hat nicht Myriaden Seelen
Timur's Herrschaft aufgezehrt¹? »

Écrit par Karl Marx le 10 juin 1853.

Traduit de l'anglais.

Paru dans le *New York Daily Tribune*

n° 3804, le 25 juin 1853.

Signé : Karl Marx.

1. « Cette peine doit-elle nous tourmenter
Puisqu'elle augmente notre joie,
Le joug de Timour n'a-t-il pas écrasé
Des myriades de vies humaines? »

Goethe, *Weststlicher Divan. An Suleika*. (N.d.É.)

Karl Marx

Extrait de l'article

**Les Complications russo-turques –
Les Subterfuges du cabinet britannique –
La Dernière Note de Nesselrode –
La Question des Indes orientales**

Londres, mardi, 12 juillet 1853

Les clauses du *bill* sur l'Inde sont votées l'une après l'autre, et les débats n'offrent guère de traits remarquables, excepté l'inconsistance des prétendus réformateurs indiens. Tel est, par exemple, le lord Jocelyn, membre du Parlement, qui s'est constitué un capital politique par ses dénonciations périodiques des maux de l'Inde et de la mauvaise administration de la Compagnie des Indes orientales. En quoi, pensez-vous, consistait son amendement? À donner à la Compagnie des Indes orientales un bail de dix ans. Heureusement, ceci ne compromettait que lui-même. Il y a un autre « réformateur » professionnel, M. Joseph Hume, qui, durant sa longue vie parlementaire, a réussi à convertir l'opposition elle-même en un moyen de soutenir le

ministère. Il proposait de ne pas réduire le nombre des directeurs des Indes orientales de 24 à 18. Le seul amendement de sens commun, accepté néanmoins, fut celui de M. Bright, dispensant les directeurs nommés par le Gouvernement de l'obligation de posséder le nombre requis d'actions de la Compagnie, imposée aux directeurs élus par le Conseil des actionnaires. Parcourez les pamphlets publiés par l'Association pour les réformes aux Indes orientales, et vous éprouverez la même impression qu'en entendant un grand acte d'accusation contre Bonaparte, dressé en commun par les légitimistes, les orléanistes, les républicains bleus et rouges, et jusqu'aux bonapartistes désappointés. Le seul mérite de ces pamphlets jusqu'à présent a été d'attirer l'attention publique sur les affaires indiennes en général, et ils ne peuvent aller au-delà, dans leur forme actuelle d'opposition éclectique. Par exemple, tout en attaquant la conduite de l'aristocratie anglaise en Inde, ils protestent contre la liquidation de l'aristocratie indienne, autrement dit des princes indigènes.

Une fois que les envahisseurs britanniques avaient mis le pied en Inde et décidé de s'y maintenir, il ne restait d'autre solution que de briser le pouvoir des princes du pays par force ou par intrigue. Placés à leur égard dans des circonstances similaires à celles des anciens Romains à l'égard de leurs alliés, ils suivirent les voies de la politique romaine. « C'était, dit un écrivain anglais, un système de mise à l'engrais des alliés,

comme nous engraissons des bœufs, jusqu'à ce qu'ils soient bons à être dévorés. » Après s'être gagné ses alliés à la mode de la Rome antique, la Compagnie des Indes les exécuta à la façon moderne de Change Alley. Pour s'acquitter des engagements pris envers la Compagnie, les princes devaient emprunter des sommes énormes aux Anglais à des taux usuraires. Leurs affaires une fois embrouillées au suprême degré, le créancier se faisait inexorable, il « serrait la vis », et les princes étaient forcés soit de céder « à l'amiable » leurs territoires à la Compagnie, soit d'entrer en guerre ; dans le premier cas, ils devenaient les pensionnés des usurpateurs, dans le second, ils étaient déposés comme traîtres. Actuellement, les États indigènes occupent une superficie de 699 961 milles carrés, avec une population de 52 941 263 âmes, mais ils ont cessé d'être les alliés, pour devenir les dépendants du Gouvernement britannique, sous les conditions les plus diverses, et sous les formes variées du système des traités de subsides et de protectorat. Ces systèmes ont en commun l'abandon par les États indigènes du droit d'assurer eux-mêmes leur défense, d'entretenir des relations diplomatiques et de régler leurs différends entre eux, sans l'intervention du Gouverneur général. Ils doivent tous payer un tribut, soit en espèces, soit en entretenant un contingent de forces armées commandé par des officiers britanniques. L'absorption ou l'annexion finale des États indigènes fait actuellement le sujet d'une vive contro-

verse entre les réformateurs qui dénoncent le fait comme un crime et les hommes d'affaires qui l'excusent comme une nécessité.

À mon avis, la question elle-même est posée d'une façon tout à fait impropre. En ce qui concerne les *États* indigènes, ils ont pratiquement cessé d'exister du moment où ils sont devenus vassaux ou protégés de la Compagnie. Si vous divisez le revenu d'un pays entre deux gouvernements, vous arrivez sûrement à nuire gravement aux ressources de l'un et à l'administration des deux. Avec le présent système, les États indigènes succombent sous la double oppression de leur administration indigène et des tributs, ainsi que des charges militaires démesurées imposées par la Compagnie. Les conditions dans lesquelles il leur est permis de conserver leur apparente indépendance sont en même temps celles d'une décadence permanente et d'une incapacité totale d'amélioration. Une faiblesse organique est la loi de leur existence, comme de tout organisme qui ne subsiste que par tolérance. La question qui se pose n'est donc pas celle du maintien des *États* indigènes, mais de celui des *princes* et des cours indigènes. Mais n'est-ce pas chose étrange que de voir les mêmes hommes qui dénoncent « les splendeurs barbares de la Couronne et de l'aristocratie d'Angleterre » verser des larmes sur le crépuscule des nababs, radjahs et jagirdars indiens, dont la majorité ne possède même pas le prestige de l'Antiquité, n'étant généralement que des usur-

patours de date récente, élevés par les intrigues anglaises! Il n'existe pas, dans le monde entier, de despotisme plus ridicule, absurde et puéril que celui de ces Shahzamans et Shehriyars des *Mille et une Nuits*. Le duc de Wellington, sir John Malcolm, sir Henry Russel, lord Ellenborough, le général Briggs, et autres autorités se sont prononcés pour le statu quo. Mais pour quelles raisons? Parce que les troupes indigènes sous commandement anglais ont besoin d'être employées dans les petites guerres avec leurs compatriotes, pour les empêcher de tourner leurs armes contre leurs propres maîtres européens. Parce que l'existence d'États indépendants donne un emploi occasionnel aux troupes anglaises. Parce que les princes héréditaires sont les plus serviles instruments du despotisme anglais et font obstacle à l'avènement de ces hardis aventuriers militaires qui abondèrent et abonderont toujours en Inde. Car les territoires indépendants offrent un refuge à tous les esprits mécontents et entreprenants du pays. Laisant de côté tous ces arguments, qui reviennent à dire que les princes indigènes sont les piliers de l'abominable système anglais actuel et les plus grands obstacles aux progrès de l'Inde, j'en viens à sir Thomas Munro et à lord Elphinstone, qui sont au moins des hommes d'un esprit supérieur et animés d'une réelle sympathie pour le peuple indien. Ils pensent que, sans une aristocratie indigène, il ne peut y avoir d'énergie dans nulle autre classe de la société et que la subversion

de cette aristocratie n'élèvera pas, mais dégradera un peuple entier. Ceci peut être juste tant que les indigènes, sous la domination anglaise directe, sont évincés systématiquement de tous les emplois supérieurs civils et militaires. Là où il ne peut y avoir des grands hommes par leurs œuvres, il doit y avoir des grands hommes par naissance, pour laisser à un peuple conquis quelque grandeur qui lui soit propre. Néanmoins, cette exclusion des indigènes, sur un territoire anglais, n'a été effectuée que grâce au maintien des princes héréditaires dans les prétendus territoires indépendants. Et une de ces deux concessions devait être faite à l'armée indigène dont dépend toute la domination britannique en Inde. Je pense que nous pouvons ajouter foi à l'assertion de M. Campbell, qui dit que l'aristocratie indigène est la moins capable de remplir les postes supérieurs en Inde, que pour tous les besoins nouveaux il est nécessaire de créer une classe nouvelle; et que, « étant donné l'esprit pénétrant et l'aptitude à apprendre des classes inférieures, ceci peut être fait en Inde mieux qu'en nul autre pays ».

Les princes indigènes eux-mêmes sont en train de disparaître rapidement par l'extinction de leurs maisons; mais depuis le début de ce siècle, le Gouvernement britannique leur permet de se faire des *héritiers par adoption*, ou remplit leurs sièges vacants par ses marionnettes. Le grand Gouverneur général, lord Dalhousie, fut le premier à protester ouvertement contre

ce système. Si une résistance artificielle ne s'opposait pas au cours naturel des choses, il n'y aurait besoin ni de guerres ni de dépenses pour en finir avec les princes indigènes.

Quant aux *princes pensionnés*, les 2 468 969 livres sterling, qui leur sont assignés par le Gouvernement britannique sur les revenus de l'Inde, sont une charge trop lourde pour un peuple vivant de riz et privé des objets de première nécessité. Si les princes sont bons à quelque chose, c'est à exhiber la royauté à son degré le plus bas de dégradation et de ridicule. Prenez, par exemple, le Grand Mogol¹, le descendant de Timour Tamerlan. Il lui est alloué 120 000 livres par an. Son autorité ne s'étend pas au-delà des murs de son palais, à l'intérieur duquel cette idiote race royale, laissée à elle-même, se propage aussi abondamment que les lapins. Même la police de Delhi lui fut retirée par les Anglais. Ainsi, voit-on siéger sur son trône un petit homme jaune et recroquevillé, paré d'un vêtement théâtral, brodé d'or, fort ressemblant à celui des danseuses de l'Hindoustan. En certaines circonstances d'apparat, cette marionnette couverte de clinquant sort pour réjouir les cœurs des féaux. À son jour de réception, les étrangers ont à payer un droit en guinées, comme a tout *saltimbanque** s'exhibant en public, tandis qu'à son tour il leur fait présent de turbans, de dia-

1. Bahadur Chah. (N.d.É.)

mants, etc. Regardés de plus près, les diamants royaux ne sont qu'autant de morceaux de verre ordinaire, grossièrement polis, imitant aussi vaguement que possible les pierres précieuses et si misérablement assemblés qu'ils s'effritent dans la main comme du massepain.

Les prêteurs d'argent anglais, de concert avec l'aristocratie anglaise, entendent, nous devons le dire, l'art de dégrader la royauté, en la réduisant à la nullité du constitutionnalisme dans la métropole et aux vanités de l'étiquette dans les pays d'outre-mer. Et voici les radicaux qui s'exaspèrent à ce spectacle.

Écrit par Karl Marx le 12 juillet 1853.

Traduit de l'anglais.

Paru dans le *New York Daily Tribune*

n° 3828, le 25 juillet 1853.

Signé : Karl Marx.

Karl Marx

Les Résultats éventuels de la domination britannique en Inde

Londres, vendredi, 22 juillet 1853

Je me propose, en cette lettre, de conclure mes observations sur l'Inde. Comment la suprématie anglaise parvint-elle à s'établir dans l'Inde ? Le pouvoir suprême du Grand Mogol fut brisé par ses vice-rois. Le pouvoir des vice-rois fut brisé par les Mahrattes. Le pouvoir des Mahrattes fut brisé par les Afghans, et tandis que tous luttèrent contre tous, le Britannique fit irruption et les subjuga tous. Un pays non seulement divisé entre Mahométans et Hindous, mais entre tribu et tribu, entre caste et caste ; une société basée sur une sorte d'équilibre résultant d'une répulsion générale et d'un exclusivisme organique de ses membres : un tel pays et une telle société n'étaient-ils pas une proie vouée à la conquête ? Si nous ne connaissions rien du passé de l'Hindoustan, ne resterait-il pas le grand fait incontestable que même au moment présent l'Inde est tenue sous le joug anglais par une armée indienne entretenue aux frais de l'Inde ? L'Inde ne pouvait donc échapper

au destin d'être conquise, et toute son histoire, si histoire il y a, est celle des conquêtes successives qu'elle a subies. La société indienne n'a pas d'histoire du tout, du moins pas d'histoire connue. Ce que nous appelons son histoire n'est que l'histoire des envahisseurs successifs qui fondèrent leurs empires sur la base passive de cette société immuable et sans résistance. La question n'est donc pas de savoir si les Anglais avaient le droit de conquérir l'Inde, mais si nous devons préférer l'Inde conquise par les Turcs, par les Persans, par les Russes à l'Inde conquise par les Britanniques.

L'Angleterre a une double mission à remplir en Inde : l'une destructrice, l'autre régénératrice – l'annihilation de la vieille société asiatique et la pose des fondements matériels de la société occidentale en Asie.

Arabes, Turcs, Tatars, Mogols, qui envahirent successivement l'Inde, furent bientôt « *hindouisés* », les conquérants barbares étant, par une loi éternelle de l'Histoire, conquis eux-mêmes par la civilisation supérieure de leurs sujets. Les Britanniques étaient les premiers conquérants supérieurs et par conséquent inaccessibles à la civilisation hindoue. Ils la détruisirent en détruisant les communautés indigènes, en extirpant l'industrie indigène, et en nivelant tout ce qui était grand et élevé dans la société indigène. L'histoire de leur domination en Inde ne rapporte guère autre chose outre cette destruction. L'œuvre de régénération perce à peine au travers d'un monceau de ruines. Elle a néanmoins commencé.

L'unité politique de l'Inde, plus consolidée et s'étendant plus loin qu'elle ne l'avait jamais fait sous les Grands Mogols, était la première condition de sa régénération. Cette unité imposée par l'épée britannique va maintenant être affermie et perpétuée par le télégraphe électrique. L'armée indigène organisée et entraînée par le sergent-instructeur britannique était le *sine qua non* de l'Inde s'émancipant et de l'Inde cessant d'être la proie du premier intrus étranger. La presse libre, introduite pour la première fois dans la société asiatique, et gérée principalement par la commune progéniture d'Hindous et d'Européens, est un nouvel et puissant agent de reconstruction. Les systèmes zémin-dari et ryotwari, eux-mêmes, si abominables soient-ils, constituent tels qu'ils sont deux formes de propriété privée de la terre – le grand rêve de la société asiatique. Les natifs de l'Inde, éduqués, encore qu'avec mauvaise grâce et parcimonie, à Calcutta, sous la tutelle anglaise, sont en train de former une classe nouvelle, douée des aptitudes requises au gouvernement et imbue de science européenne. La vapeur a mis l'Inde en communication régulière et rapide avec l'Europe, elle a mis ses ports principaux en relation avec ceux des mers du Sud et de l'Est et l'a tirée de l'isolement qui était la cause première de sa stagnation. Le jour n'est pas bien loin où, par une combinaison de chemins de fer et de bateaux à vapeur, la distance entre l'Angleterre et l'Inde, mesurée par le temps, sera réduite à huit jours,

et où cette contrée jadis fabuleuse sera pratiquement annexée au monde occidental.

Les classes dirigeantes de Grande-Bretagne n'ont manifesté jusqu'à présent qu'un intérêt accidentel, transitoire et exceptionnel au progrès de l'Inde. L'aristocratie voulait la conquérir, la ploutocratie – la piller, et l'oligarchie manufacturière – la subjuguier par ses marchandises à bas prix. Mais les positions sont changées à présent. L'oligarchie manufacturière a découvert que la transformation de l'Inde en un pays grand producteur est devenue d'importance vitale pour elle et, qu'à ces fins, il est par-dessus tout nécessaire de la doter de moyens d'irrigation et de communications intérieures. Elle projette à présent de couvrir l'Inde d'un réseau de voies ferrées. Et elle le fera. Les résultats doivent être inappréciables.

Il est notoire que la puissance productive de l'Inde est paralysée par le manque absolu de moyens pour transporter et échanger ses produits variés. Nulle part plus qu'en Inde, nous ne voyons la détresse sociale au sein de l'abondance naturelle, par suite du manque de moyens d'échanger. Il fut prouvé, devant une commission de la Chambre des communes britannique, qui siégea en 1848, que « quand le grain se vendait de six à huit shillings le quarter à Khandesh, il était vendu de 64 à 70 shillings à Poona, où le peuple mourait de famine dans les rues, sans possibilité de faire venir des approvisionnements de Khandesh, car les chemins de terre étaient impraticables ».

La mise en service des chemins de fer peut aisément être utilisée dans l'intérêt de l'agriculture par le creusement de réservoirs, là où il est nécessaire de prendre de la terre pour les remblais, et par l'adduction d'eau le long des lignes. Ainsi, l'irrigation, le *sine qua non* de la culture du sol en Orient, peut recevoir une grande extension et le retour fréquent des famines locales, dues au manque d'eau, serait conjuré. L'importance générale des chemins de fer, considérée sous ce rapport, doit devenir évidente, si l'on se rappelle que les propriétaires des terres irriguées, même dans les districts voisins de la chaîne des Ghâts, paient le triple d'impôts, emploient dix ou douze fois plus de main-d'œuvre, et que ces terres rapportent douze ou quinze fois plus que la même superficie non irriguée.

Les chemins de fer fourniront les moyens de réduire les proportions et le coût d'entretien des établissements militaires. Le colonel Warren, commandant de place du fort St. William, exposa devant une commission spéciale de la Chambre des communes « la possibilité de recevoir des informations de parties éloignées du pays en autant d'heures qu'il faut à présent de jours et de semaines, et d'envoyer des instructions avec des troupes et des approvisionnements, dans la période la plus brève, sont des considérations qui ne peuvent être surestimées. Les troupes pourraient être stationnées dans des cantonnements plus éloignés et plus sains qu'à présent, et bien des pertes de vies par maladie seraient ainsi

épargnées. On n'aurait pas besoin d'avoir d'approvisionnements dans les dépôts, et les pertes par décomposition et destruction, effet naturel du climat, seraient aussi évitées. Les effectifs pourraient être réduits en raison directe de leur efficacité ».

Nous savons que l'organisation municipale et la base économique de la société rurale fondée sur l'auto-administration ont été brisées, mais leurs pires traits, la dissolution de la société en atomes stéréotypés et sans connexion entre eux, ont survécu. L'isolement du village a produit l'absence de routes en Inde et l'absence de routes a perpétué l'isolement du village. Ainsi, une communauté existait à un niveau donné et inférieur de bien-être, presque sans rapports avec les autres villages, sans les désirs et les efforts indispensables au progrès social. Les Britanniques ayant brisé l'*inertie* des villages se suffisant à eux-mêmes, les chemins de fer vont satisfaire au besoin nouveau de communication et de relations. En outre, « un des effets du système des chemins de fer sera d'apporter à chaque village une connaissance des faits et inventions des autres pays et des moyens de se les procurer qui mettront d'abord l'artisanat héréditaire et salarié du village indien en état de faire la preuve entière de ses capacités, et ensuite de suppléer à ses défauts ». (Chapman, *Le Coton et le Commerce de l'Inde*.)

Je sais que l'oligarchie manufacturière anglaise ne désire doter l'Inde de chemins de fer que dans l'inten-

tion exclusive d'en tirer à moindres frais le coton et autres matières premières pour ses manufactures. Mais une fois que vous avez introduit les machines comme moyen de locomotion dans un pays qui possède le fer et le charbon, vous êtes incapable de les tenir exclues de ses fabrications. Vous ne pouvez entretenir un réseau de voies ferrées dans un immense pays, sans introduire tous les processus industriels nécessaires pour satisfaire les besoins immédiats et courants de la locomotion par rail, et de là doit se développer l'application des machines aux branches de l'industrie sans rapport direct avec les chemins de fer. Les chemins de fer deviendront donc en Inde les avant-coureurs de l'industrie moderne. Ce qui est d'autant plus certain que les Hindous sont, comme l'admettent les autorités britanniques elles-mêmes, particulièrement doués pour s'adapter à un travail entièrement nouveau et acquérir la connaissance requise des machines. Ample preuve en est donnée par les capacités et l'habileté des mécaniciens indigènes, à la Monnaie de Calcutta, employés depuis des années à faire fonctionner la machinerie à vapeur et par des indigènes desservant divers engins à vapeur dans les districts houillers de Hardwar, et autres exemples. M. Campbell lui-même, si influencé qu'il soit par les préjugés de la Compagnie des Indes, est obligé de reconnaître « que la grande masse du peuple indien possède une grande *énergie industrielle*, qu'elle est douée pour accumuler du capital et remarquable par un esprit

d'une grande clarté mathématique et des dispositions pour le calcul et les sciences exactes ». « Leur intellect, dit-il, est excellent. »

Les industries modernes, qui seront le résultat du système ferroviaire, vont dissoudre les divisions héréditaires du travail, sur lesquelles reposent les castes indiennes, ces obstacles décisifs au progrès indien et à la puissance indienne.

Tout ce que la bourgeoisie anglaise sera obligée de faire en Inde n'émancipera la masse du peuple ni n'améliorera substantiellement sa condition sociale, car ceci dépend non seulement du développement des forces productives, mais aussi de leur appropriation par le peuple. Mais ce qu'elle ne manquera pas de faire, c'est de créer les conditions matérielles pour réaliser les deux. La bourgeoisie a-t-elle jamais fait plus ? A-t-elle jamais effectué un progrès sans traîner les individus et les peuples à travers le sang et la boue, à travers la misère et la dégradation ?

Les Indiens ne récolteront pas les fruits des éléments de la nouvelle société semés de-ci de-là parmi eux par la bourgeoisie anglaise, jusqu'à ce qu'en Angleterre elle-même les classes dominantes n'aient été supplantées par le prolétariat industriel, ou que les Hindous eux-mêmes ne soient devenus assez forts pour rejeter définitivement le joug anglais. En tous cas, nous pouvons certainement nous attendre à voir, à une époque plus ou moins éloignée, la régénération de ce grand et intéressant pays,

dont les généreux natifs sont, pour reprendre l'expression du prince Saltykov, même dans les classes les plus inférieures, « plus fins et plus adroits que les Italiens » *, dont la soumission même est contrebalancée par une calme noblesse ; qui, en dépit de leur indolence naturelle, ont étonné les officiers britanniques par leur courage, pays qui fut la source de nos langues, de nos religions, et qui présente le type de l'ancien Germain dans le djat et le type de l'ancien Grec dans le brahmane.

Je ne puis quitter le sujet de l'Inde sans quelques remarques pour conclure.

L'hypocrisie profonde et la barbarie inhérente à la civilisation bourgeoise s'étalent sans voile devant nos yeux, en passant de son foyer natal, où elle assume des formes respectables, aux colonies où elle se présente sans voile. Les bourgeois sont les défenseurs de la propriété, mais aucun parti révolutionnaire a-t-il jamais donné origine à des révolutions agraires comme celles qui eurent lieu au Bengale, à Madras et à Bombay ? N'ont-ils pas, en Inde, pour emprunter une expression de ce grand pillard lord Clive lui-même, recouru à d'atroces extorsions, là où la simple corruption ne pouvait satisfaire leur rapacité ? Tandis qu'ils péroraient en Europe sur l'inviolable sainteté de la dette publique, ne confisquaient-ils pas en Inde les dividendes des radjahs qui avaient investi leur épargne privée dans les valeurs de la Compagnie ? Tandis qu'ils combattaient la révolution française sous le prétexte de défendre « notre

sainte religion », n'interdisaient-ils pas en même temps la propagation du christianisme en Inde, et pour soutenir l'argent des pèlerins affluant aux temples d'Orissa et du Bengale, ne tiraient-ils pas profit du trafic du meurtre et de la prostitution perpétré dans le temple de Jagannatha? Tels sont les hommes de « Propriété, Ordre, Famille et Religion ».

Les effets dévastateurs de l'industrie anglaise, considérés par rapport à l'Inde, un pays aussi vaste que l'Europe et d'une superficie de 150 millions d'acres, sont palpables et terrifiants. Mais nous ne devons pas oublier qu'ils ne sont que les résultats organiques de tout le système de production, tel qu'il est à présent constitué. Cette production repose sur la domination toute-puissante du capitalisme. La centralisation du capital est essentielle à son existence en tant que puissance indépendante. L'influence destructive de cette centralisation sur les marchés du monde ne fait que révéler, à l'échelle la plus gigantesque, les lois organiques inhérentes à l'économie politique, actuellement en vigueur dans toute ville civilisée. La période bourgeoise de l'Histoire a pour mission de créer la base matérielle du monde nouveau, d'une part, l'intercommunication universelle fondée sur la dépendance mutuelle de l'humanité et les moyens de cette intercommunication; d'autre part, le développement des forces de production de l'homme et la transformation de la production matérielle en une domination scientifique des éléments. L'industrie et le

DU COLONIALISME EN ASIE...

commerce bourgeois créent ces conditions matérielles d'un monde nouveau de la même façon que les révolutions géologiques ont créé la surface de la terre. Quand une grande révolution sociale aura maîtrisé ces réalisations de l'époque bourgeoise, le marché mondial et les forces modernes de production, et les aura soumis au contrôle commun des peuples les plus avancés, alors seulement le progrès humain cessera de ressembler à cette hideuse idole païenne qui ne voulait boire le nectar que dans le crâne des victimes,

Écrit par Karl Marx le 22 juillet 1853.

Traduit de l'anglais.

Paru dans le *New York Daily Tribune*

n° 3840, le 8 août 1853.

Signé : Karl Marx.

Karl Marx

La Guerre anglo-persane

La déclaration de guerre à la Perse par l'Angleterre, ou plutôt par la Compagnie des Indes orientales, est la réédition d'un de ces coups astucieux et téméraires de la diplomatie anglaise en Asie, grâce auxquels l'Angleterre a étendu ses possessions sur ce continent. Dès que la Compagnie jette un regard cupide sur n'importe lequel des États souverains indépendants ou n'importe quelle région dont les ressources politiques et commerciales ou dont l'or et les bijoux sont prisés, la victime est accusée de violer telle ou telle convention fictive ou réelle, de transgresser une promesse ou une restriction imaginaire, de commettre quelque nébuleuse offense, et la guerre est déclarée, et l'éternité du mal, la perpétuelle actualité de la fable du loup et de l'agneau teignent de sang une fois encore l'histoire nationale anglaise.

L'Angleterre avait convoité depuis de longues années une position dans le golfe Persique et par-dessus tout la possession de l'île de Karak, située dans la partie nord

de ces eaux. Le célèbre sir John Malcolm, plusieurs fois ambassadeur en Perse, ne cessait de prôner la valeur de cette île pour l'Angleterre et affirmait qu'on pouvait en faire un des établissements les plus florissants en Asie, placée comme elle est au voisinage de Bouchir, Bender-Rig, Bassora, Grien Barberia et El-Katif. En conséquence, l'Angleterre est déjà en possession de l'île et de Bouchir. Sir John considérait l'île comme un point central pour le commerce de Turquie, d'Arabie et de Perse. Le climat est excellent et elle offre toutes les facilités pour devenir un endroit florissant. L'ambassadeur avait, plus de trente-cinq ans auparavant, soumis ses observations à lord Minto, alors gouverneur général, et ils avaient tous deux cherché à réaliser ce plan. Sir John avait été nommé au commandement d'une expédition pour s'emparer de l'île et devait déjà partir, quand il reçut l'ordre de revenir à Calcutta; sir Hartford Jones fut alors envoyé en mission diplomatique en Perse. Durant le premier siège de Hérat par les Persans, en 1837-1838, l'Angleterre, sous le même prétexte éphémère qu'à présent – celui de défendre les Afghans, avec qui elle a été constamment en inimitié mortelle, s'était emparée de Karak, mais avait été forcée par les circonstances, notamment par l'intervention de la Russie, à lâcher sa proie. La tentative récemment renouvelée et couronnée de succès de la Perse contre Hérat avait fourni à l'Angleterre une occasion d'accuser le Chah d'un manquement à la bonne

foi envers elle et de prendre l'île, comme un premier pas vers les hostilités.

Ainsi, durant un demi-siècle, l'Angleterre a cherché continuellement mais rarement avec succès d'établir sa prépondérance au sein du Cabinet des Chahs de Perse. Ces derniers, néanmoins, nullement inégaux à leurs ennemis aux caresses adulatrices, se dérobent à ces étreintes perfides. Instruits par la conduite des Anglais en Inde, les Persans doivent garder présent à la mémoire l'avis donné à Feth-Ali-chah en 1805 : « Se défier des conseils d'une nation de marchands cupides qui, en Inde, trafiquent des vies et des couronnes des souverains. » À malin, malin et demi. À Téhéran, capitale de la Perse, l'influence de l'Angleterre est au plus bas ; car, sans compter les intrigues russes, la France y occupe une position éminente, et, de ces trois flibustiers, le Britannique est celui que la Perse doit craindre le plus. Au moment présent, une ambassade de Perse est en route pour Paris ou y est déjà parvenue, et il est fort probable que les complications survenues en Perse y deviendront le sujet de négociations diplomatiques. En fait, la France ne considère pas d'un œil indifférent la conquête d'une île du golfe Persique. La question est rendue encore plus épineuse du fait que la France exhume certains parchemins en vertu desquels Karak lui fut déjà cédée par les chahs de Perse, à deux reprises, dont une remonte à 1708, sous Louis XIV, l'autre à 1808, conditionnellement, il est vrai, dans les

deux occasions, mais en termes suffisants pour conférer quelques droits ou justifier des prétentions de la part du présent imitateur de ces souverains qui étaient suffisamment anti-anglais.

Dans une récente réponse au *Journal des Débats*, le *London Times* renonce, au nom de l'Angleterre, en faveur de la France, à toute prétention à l'hégémonie des affaires européennes, réservant à la nation anglaise la direction incontestée des affaires d'Asie et d'Amérique, dans lesquelles nulle autre puissance européenne ne doit s'immiscer. Il est néanmoins permis de douter que Louis Bonaparte accepte cette division du monde. En tout cas, la diplomatie française, à Téhéran, au cours des derniers malentendus anglo-persans, n'a pas soutenu de grand cœur l'Angleterre ; et le fait que la presse française exhume et fasse mousser les prétentions gauloises sur Karak semble augurer que l'Angleterre ne trouvera pas qu'il soit un jeu si aisé d'attaquer et de démembrer la Perse.

Écrit par Karl Marx le 30 octobre 1856.

Traduit de l'anglais.

Éditorial paru dans le *New York Daily Tribune*
n° 4904, le 7 janvier 1857.

Karl Marx

La Guerre contre la Perse

Pour comprendre les raisons politiques et l'objet de la guerre récemment entreprise par les Britanniques contre la Perse, et qui, d'après les nouvelles récentes, a été poussée assez énergiquement pour réduire le Chah à la soumission, il est nécessaire de prendre une vue rétrospective des affaires persanes. La dynastie persane, fondée en 1502 par Ismaïl, qui se proclamait descendant des rois de Perse, après avoir soutenu pendant plus de deux siècles la puissance et la dignité d'un grand État, avait subi, vers 1720, un échec très rude, par la rébellion des Afghans habitant ses provinces orientales. La Perse occidentale fut envahie par eux, et deux princes afghans réussirent à se maintenir quelques années sur le trône persan. Ils en furent, cependant, bientôt chassés par le fameux Nadir, agissant d'abord en qualité de général du prétendant persan. Ayant pris lui-même la couronne, il réduisit les Afghans rebelles et, par sa fameuse invasion de l'Inde, contribua pour beaucoup à la désorganisation de l'Empire mogol déjà

à son déclin, ce qui ouvrit la voie aux progrès de la domination britannique en Inde.

Au milieu de l'anarchie qui suivit, en Perse, la mort de Nadir-Chah, en 1747, prit naissance, sous le gouvernement de Ahmed Dourrani, un État afghan indépendant, comprenant les principautés de Hérat, Caboul¹, Kandahar, Pechawer et l'ensemble des territoires possédés plus tard par les Sikhs. Ce royaume, qui n'était que superficiellement cimenté, s'écroula après la mort de son fondateur, et se retrouva démembré en ses parties constituantes, les tribus afghanes indépendantes, avec leurs chefs propres, divisées par d'interminables inimitiés, ralliées exceptionnellement sous la menace d'une collision avec la Perse. Cet antagonisme politique entre Afghans et Persans, fondé sur des différences tribales, auquel s'ajoutent des réminiscences historiques, maintenu vivace par des querelles de frontière et des prétentions rivales, est également consacré, pour ainsi dire, par l'antagonisme religieux, les Afghans étant sunnites, c'est-à-dire musulmans orthodoxes, tandis que la Perse constitue la citadelle des chiites hérétiques.

En dépit de cet antagonisme intense et universel, il existait un point de contact entre Persans et Afghans – leur commune hostilité envers la Russie. La Russie envahit la Perse pour la première fois sous Pierre le

1. Nous avons décidé de garder l'orthographe des noms selon l'usage en vigueur jusqu'il y a une trentaine d'années. (N.d.É.)

Grand, mais sans grand avantage. Alexandre I^{er}, plus heureux, par le traité de Gulistan, priva la Perse de douze provinces, la plupart au sud du Caucase. Nicolas, par la guerre de 1826-1827, qui prit fin par le traité de Tourkmanchaï, dépouilla la Perse de plusieurs autres districts, et lui interdit la navigation au large de ses propres côtes de la mer Caspienne. La mémoire des spoliations passées, les restrictions présentes qu'elle doit souffrir, et la crainte de nouveaux empiétements, autant d'incitations concourant à mettre la Perse en opposition mortelle avec la Russie. Les Afghans, de leur côté, bien que n'ayant jamais été impliqués dans de véritables conflits avec la Russie, étaient habitués à la considérer comme l'ennemi éternel de leur religion et comme un géant prêt à avaler l'Asie. Voyant en la Russie leur ennemi héréditaire, Persans et Afghans étaient amenés à considérer l'Angleterre comme leur alliée naturelle. Ainsi, pour maintenir sa suprématie, l'Angleterre n'avait qu'à jouer le rôle du médiateur bienveillant entre la Perse et l'Afghanistan, et se montrer l'adversaire résolu des empiétements russes. Une démonstration d'amitié d'une part et une ferme résolution de résistance de l'autre – il n'en fallait pas plus.

On ne peut dire, néanmoins, que les avantages de cette position ont été très efficacement utilisés. En 1834, quand il s'agit du choix d'un héritier au Chah de Perse, les Anglais furent induits à coopérer en faveur du prince proposé par la Russie et l'année d'après à

aider ce prince, avec de l'argent et l'assistance active d'officiers britanniques, à soutenir ses prétentions contre son rival. Les ambassadeurs anglais envoyés en Perse furent chargés de mettre en garde le gouvernement persan de ne pas se laisser entraîner à engager contre les Afghans une guerre qui ne pouvait avoir d'autre résultat que de dissiper ses ressources; mais quand ces ambassadeurs demandèrent sérieusement les pouvoirs pour prévenir la menace d'une telle guerre, ils se virent rappeler par leur ministère, dans la métropole, un article du vieux traité de 1814, en vertu duquel, en cas de guerre entre la Perse et les Afghans, les Anglais ne devaient pas s'en mêler, à moins que leur médiation ne fût sollicitée. L'idée des envoyés et des autorités britanniques dans l'Inde était que cette guerre était machinée par la Russie, désireuse de mettre à profit l'expansion persane vers l'Est, comme le moyen d'ouvrir une route par laquelle une armée russe pourrait un jour ou l'autre entrer en Inde. Ces considérations semblent toutefois n'avoir guère fait impression sinon aucune sur lord Palmerston, alors à la tête du département des Affaires étrangères, et en septembre 1837 une armée persane envahit l'Afghanistan. Quelques petits succès l'amènèrent jusqu'à Hérat, devant lequel elle campa et en commença le siège sous la direction personnelle du comte Simonitch, ambassadeur russe à la cour persane. Au cours des opérations de guerre, McNeil, l'ambassadeur britannique, se

trouva paralysé par des instructions contradictoires. D'une part, lord Palmerston lui enjoignait « de s'abstenir de faire des relations de la Perse avec Hérat un sujet de discussion », car l'Angleterre n'avait rien à dire là-dessus. D'autre part, lord Auckland, le gouverneur général de l'Inde, voulait qu'il dissuadât le Chah de poursuivre ses opérations. Tout au début des hostilités, M. Ellis avait rappelé les officiers britanniques servant dans l'armée persane, mais Palmerston les avait réintégrés. Et le gouverneur général indien ayant réitéré ses instructions à McNeil de retirer les officiers britanniques, Palmerston avait de nouveau renversé cette décision. Le 8 mars 1838, McNeil se rendit au camp persan et offrit sa médiation non pas au nom de l'Angleterre, mais en celui de l'Inde.

Vers la fin de mai 1838, après environ neuf mois de siège, Palmerston envoya une dépêche menaçante à la cour persane, faisant pour la première fois de l'affaire de Hérat un sujet de remontrance et pour la première fois faisant violemment grief des « connexions de la Perse avec la Russie ». Simultanément, le gouvernement indien ordonna à une expédition navale de cingler vers le golfe Persique et de s'emparer de l'île de Karak – la même qui avait été récemment occupée par les Anglais. À une époque plus récente, l'envoyé britannique quitta Téhéran pour Erzeroum, et l'ambassadeur persan envoyé en Angleterre se vit refuser l'accession de ce pays. Entre-temps, en dépit d'un blocus très prolongé,

Hérat avait tenu, les assauts persans avaient été repoussés, et, le 15 août 1838, le Chah fut forcé de lever le siège et de se retirer à marches précipitées d'Afghanistan. Là-dessus, on eût supposé alors que les opérations des Anglais auraient pu prendre fin ; mais bien loin de là, les choses prirent un tour extraordinaire. Non contents de repousser les tentatives de la Perse, faites, comme on l'alléguait, à l'instigation et dans l'intérêt de la Russie, qui voulait s'emparer d'une partie de l'Afghanistan, les Anglais entreprirent d'occuper, pour eux-mêmes, la totalité de ce pays. D'où la fameuse guerre afghane, dont le résultat final fut si désastreux pour les Anglais, et dont la responsabilité réelle reste tout aussi mystérieuse.

La présente guerre contre la Perse a été motivée par des événements fort semblables à ceux qui précéderont la guerre afghane, c'est-à-dire une attaque contre Hérat par les Persans, qui eut pour résultat cette fois la prise de cette ville. Une circonstance frappante, toutefois, est que les Anglais ont agi à présent comme les alliés et défenseurs de ce même Dost Mohammed, qu'ils avaient, avec un tel insuccès, entrepris de détrôner au cours du conflit afghan... Reste à voir si cette guerre doit avoir des conséquences aussi extraordinaires et inattendues que celles de la précédente.

Écrit par Karl Marx vers le 27 janvier 1857.

Traduit de l'anglais.

Éditorial paru dans le *New York Daily Tribune*

n° 4937, le 14 février 1857.

Friedrich Engels

La Perse et la Chine

Londres, 22 mai 1857

Les Anglais viennent juste de terminer une guerre en Asie et en engagent une autre. La résistance opposée par les Persans et celle que les Chinois ont opposée jusqu'à présent à l'invasion britannique offrent un contraste digne de notre attention. En Perse, le système d'organisation militaire européen a été greffé sur la barbarie asiatique ; en Chine, la demi-civilisation pourrissante du plus vieil État du monde fait face aux Européens avec ses propres ressources. La Perse a subi une défaite signalée, tandis que la Chine au désespoir, à demi décomposée, a trouvé un système de résistance, qui, s'il est appliqué, rendra impossible la répétition des marches triomphales de la première guerre anglo-chinoise.

La Perse se trouvait dans un état semblable à celui de la Turquie durant la guerre de 1828-1829 contre la Russie. Des officiers anglais, français, russes avaient tour à tour entrepris l'organisation de l'armée persane. Les

systèmes s'étaient succédé et chacun avait échoué, à cause de la jalousie, des intrigues, de l'ignorance, de la cupidité et de la corruption des Orientaux, qu'il devait transformer en officiers et en soldats européens. La nouvelle armée régulière n'a jamais eu une occasion de faire l'essai de son organisation et de sa force sur le champ de bataille. Ses exploits se sont réduits à quelques campagnes contre les Kurdes, les Turcomans et les Afghans, où elle servait d'une sorte de noyau ou de réserve à la nombreuse cavalerie irrégulière de la Perse. Cette dernière fit le plus fort du combat réel ; les réguliers n'avaient en général qu'à imposer à l'ennemi par leurs formations en apparence formidables. Finalement, la guerre contre l'Angleterre éclata.

Les Anglais attaquèrent Bouchir et y rencontrèrent une résistance vaillante bien qu'inefficace. Mais les hommes qui combattirent à Bouchir n'étaient pas des réguliers : c'étaient ceux des levées irrégulières des habitants persans et arabes de la côte. Les réguliers étaient en train de se concentrer, à quelque soixante milles de là, dans les collines. Ils avancèrent enfin. L'armée anglo-indienne les rencontra à mi-chemin ; et bien que la façon dont les Persans se servirent de leur artillerie leur fit honneur, et que leurs carrés fussent formés selon les principes les plus approuvés, une seule charge d'un seul régiment de cavalerie régulière indienne balaya du champ de bataille toute l'armée persane, garde et troupes de ligne. Et pour savoir ce

que cette cavalerie régulière indienne est censée valoir dans l'armée indienne, il suffit de nous référer au livre du capitaine Nolan à ce sujet. Elle est considérée, parmi les officiers anglo-indiens, comme pire que sans valeur, et de loin inférieure à la cavalerie irrégulière anglo-indienne. Le capitaine Nolan ne peut citer une seule action où elle fût engagée à son crédit. Et pourtant, six cents hommes de cette cavalerie chassèrent devant eux dix mille Persans ! Telle fut la terreur répandue parmi les réguliers persans que depuis, à la seule exception de l'artillerie, ils ne tinrent plus ferme nulle part. À Mohammera, ils se tinrent hors d'atteinte, laissant l'artillerie défendre les batteries, et se retirèrent dès qu'elles furent réduites au silence ; et quand les Britanniques débarquèrent, en une force de reconnaissance de trois cents fusiliers et d'une cinquantaine de cavaliers irréguliers, l'armée persane tout entière se replia, laissant armes et bagages aux mains – non pas des vainqueurs, car on ne peut les appeler ainsi – mais des envahisseurs.

Tout ceci néanmoins ne permet ni de flétrir les Persans comme une nation de couards, ni de renoncer à l'introduction de la tactique européenne chez les Orientaux. Les guerres russo-turques de 1806-1812 et de 1828-1829 abondent en exemples de ce genre. La principale résistance opposée aux Russes fut celle des levées irrégulières des villes fortifiées et des provinces des montagnes. Chaque fois qu'elles se montrèrent en

rase campagne, les troupes régulières furent culbutées par les Russes et fort souvent s'enfuirent au premier coup de feu ; tandis qu'une seule compagnie d'irréguliers arnautes, dans un défilé, à Varna, repoussa l'assaut des Russes durant des semaines entières. Et pourtant, dans la dernière guerre, l'armée régulière turque a battu les Russes, à chaque engagement, depuis Oltenitsa et Cetatea jusqu'à Kars et à l'Ingour.

Le fait est que l'introduction de l'organisation militaire européenne chez les nations barbares est loin d'être achevée, quand l'armée nouvelle a été subdivisée, équipée et entraînée à l'euro péenne. Ceci n'est que le premier pas. La mise en vigueur d'un règlement militaire européen ne suffit pas non plus ; il ne fera pas plus régner la discipline européenne qu'un règlement d'instruction européen ne produira de lui-même la tactique et la stratégie européennes. Le principal et en même temps le plus difficile est de créer un corps d'officiers et de sous-officiers, instruits d'après le système européen moderne, totalement affranchis des vieux préjugés et réminiscences nationaux en matière militaire, et capables d'insuffler la vie aux troupes nouvelles. Ceci demande beaucoup de temps et doit sûrement se heurter à l'opposition la plus obstinée de la part de l'ignorance, de l'impatience, des préjugés orientaux et des vicissitudes de fortune et de faveur inhérentes aux cours orientales. Un sultan ou un chah n'est que trop enclin à considérer son armée à la hau-

teur de n'importe quelle tâche dès que les hommes savent défiler à la parade, faire conversion, se déployer et se ployer en colonne, sans se mettre dans un désordre irréparable. Quant aux écoles militaires, leurs fruits sont si lents à mûrir, qu'avec l'instabilité des gouvernements orientaux, on ne peut guère s'attendre qu'elles en produisent aucun. Même en Turquie, les disponibilités en officiers instruits sont fort réduites, et l'armée turque n'aurait pu se tirer d'affaire, durant la dernière guerre, sans le grand nombre de renégats et d'officiers européens servant dans ses rangs.

La seule arme qui fait partout exception est l'artillerie. Sur ce point, les Orientaux sont si déficients et si incapables qu'ils sont obligés d'en laisser tout le manie-ment à leurs instructeurs européens. La conséquence est qu'en Turquie comme en Perse l'artillerie est de loin en avance sur l'infanterie et la cavalerie.

Que, dans ces conditions, l'armée anglo-indienne, la plus vieille des armées orientales organisées d'après le système européen, la seule qui ne soit pas soumise à un gouvernement oriental, mais à une administration exclusivement européenne, et commandée presque entièrement par des officiers européens, que cette armée, soutenue par une forte réserve de troupes britanniques et par une marine puissante, dût disperser aisément les réguliers persans, est chose qui va de soi. Ce revers fera d'autant plus de bien aux Persans qu'il fut plus éclatant. Ils verront désormais, comme les

Turcs l'ont déjà vu, que l'uniforme européen et le dressage pour la parade ne sont pas un talisman en eux-mêmes, et il se peut que dans vingt ans les Persans se montrent aussi redoutables que les Turcs, dans leurs récentes victoires.

Les troupes qui ont conquis Bouchir et Mohammera seront, à ce qu'on apprend, envoyées immédiatement en Chine. Elles y trouveront un ennemi tout différent. Nulle tentative de manœuvres à l'européenne ne leur sera opposée, mais l'ordonnance irrégulière des masses asiatiques. Il n'est pas douteux qu'elles en viendront à bout sans difficulté; mais qu'arrivera-t-il si les Chinois engagent contre elles une guerre nationale, et si la barbarie pousse le manque de scrupule jusqu'à faire usage des seules armes qu'elle sait manier?

Les Chinois d'à présent sont évidemment animés d'un esprit différent de celui qu'ils montrèrent dans la guerre de 1840 à 1842. Alors, le peuple était calme; il laissait les soldats de l'Empereur combattre les envahisseurs et, après une défaite, se soumettaient à l'ennemi, avec le fatalisme oriental. Mais à présent, dans les provinces méridionales du moins, où le conflit a jusqu'à présent été limité, la masse du peuple prend une part active, fanatique même, à la lutte contre les étrangers. Les Chinois empoisonnent le pain de la colonne européenne à Hong-Kong, en gros et avec la plus froide préméditation. (Quelques pains ont été envoyés à Liebig pour examen. Il les a trouvés truffés

d'arsenic, ce qui montre qu'il avait été déjà incorporé à la pâte. La dose était néanmoins si forte qu'elle devait agir comme un émétique et neutraliser ainsi les effets du poison.) Ils embarquent avec des armes cachées à bord des vapeurs de commerce et, en cours de route, massacrent l'équipage et les passagers européens et s'emparent du navire. Ils enlèvent et tuent tout étranger à portée de leur main. Les coolies mêmes, émigrant à l'étranger, se mutinent, comme de concert, à bord de chaque transport d'émigrants; ils se battent pour sa possession et, plutôt que de se rendre, coulent avec lui ou périssent dans les flammes. Hors de Chine même, les colons chinois, jusqu'ici les plus soumis et les plus doux des sujets, conspirent et se soulèvent subitement en une insurrection nocturne, comme ce fut le cas à Sarawak, ou, comme à Singapour; ils ne sont contenus que par la force et la vigilance. La politique de piraterie du gouvernement britannique a provoqué cette explosion universelle de tous les Chinois contre tous les étrangers et lui a donné le caractère d'une guerre d'extermination.

Que peut une armée contre un peuple recourant à de tels moyens de guerre? Où, jusqu'à quel point, peut-elle pénétrer en pays ennemi, et comment s'y maintenir? Les mercantis en civilisation qui tirent à boulets rouges sur une ville sans défense et ajoutent le viol à l'assassinat peuvent qualifier ces méthodes de lâches, de barbares, d'atroces; mais qu'importe aux Chinois

pourvu qu'elles réussissent? Puisque les Britanniques les traitent de barbares, ils ne peuvent leur dénier le plein bénéfice de leur barbarie. Si leurs enlèvements, leurs attaques par surprise, leurs massacres de nuit sont ce que nous appelons lâches, les mercantis en civilisation ne devraient pas oublier, comme ils l'admettent eux-mêmes, que les Chinois ne pourraient pas résister aux moyens de destruction européens par leurs moyens de guerre ordinaires.

Bref, au lieu de moraliser sur les horribles atrocités des Chinois, comme le fait la chevaleresque presse anglaise, nous ferions mieux de reconnaître que c'est une guerre *pro aris et focis*, une guerre nationale pour le maintien de la nationalité chinoise, et, malgré ses préjugés tout-puissants, sa docte ignorance et sa barbarie pédante, si vous voulez, une guerre du peuple quand même. Et dans une guerre populaire, les moyens employés par la nation insurgée ne peuvent être mesurés selon les règles reconnues de conduite d'une guerre régulière ni d'après nul autre étalon abstrait, mais d'après le degré de civilisation de la nation insurgée.

Les Anglais sont placés, cette fois, dans une position difficile. Jusqu'à présent, le fanatisme national chinois semble ne pas s'étendre au-delà de ces provinces du Sud qui n'ont pas adhéré à la grande rébellion. La guerre y restera-t-elle confinée? En ce cas, elle ne pourrait certainement aboutir à aucun résultat, aucun point vital de l'Empire n'étant menacé. En même temps, ce

scrait une guerre très dangereuse pour les Anglais, si ce fanatisme gagnait les populations de l'intérieur. Canton peut être totalement détruit, et les côtes, occupées à tous les points possibles, mais toutes les forces que les Britanniques pourraient réunir ne suffiraient pas à conquérir et à tenir les deux provinces de Kouang-toung et de Kouang-si. Que peuvent-ils donc faire de plus ? Le pays, au nord de Canton, jusqu'à Changhai et Nankin, est aux mains des insurgés chinois, qu'il serait de mauvaise politique d'offenser, et, au nord de Nankin, le seul point où une attaque pourrait conduire à un résultat décisif est Pékin. Mais où est l'armée pour former une base d'opérations fortifiée et garnie de troupes sur la côte, pour surmonter tout obstacle en chemin, pour laisser des détachements chargés d'assurer les communications avec la côte et paraître comme une force d'apparence tant soit peu considérable sous les remparts d'une ville, de la taille de Londres, située à une centaine de milles du point de débarquement de cette armée ? D'autre part, une démonstration couronnée de succès contre la capitale ébranlerait jusque dans ses fondements l'Empire chinois, accélérerait la chute de la dynastie Ts'ing et aplanirait la voie aux progrès non pas des Anglais mais des Russes.

La nouvelle guerre anglo-chinoise présente tant de complications qu'il est absolument impossible de deviner le tour qu'elle peut prendre. Pour quelques mois encore, le manque de troupes et, pour plus longtemps

encore, le manque de décision maintiendront les Britanniques parfaitement inactifs, sauf peut-être sur quelques points sans importance, dont, dans les circonstances présentes, Canton fait aussi partie.

Une chose est certaine, c'est que la dernière heure de la vieille Chine approche rapidement. La guerre civile a déjà séparé le Sud du Nord de l'Empire et le roi rebelle semble aussi en sécurité à l'égard des troupes impériales (sinon des intrigues de ses propres partisans) à Nankin que l'Empereur céleste l'est à l'égard des rebelles à Pékin. Canton mène donc, jusqu'à présent, une sorte de guerre indépendante contre les Anglais et tous les étrangers en général; et tandis que les flottes et les troupes britanniques et françaises affluent à Hong-Kong, les Cosaques de la frontière de Sibérie avancent lentement mais sûrement leurs stanitsas des monts Daours jusqu'aux rives de l'Amour, et l'infanterie de marine russe encercle de fortifications les splendides ports de Mandchourie. Le fanatisme même des Chinois du Sud dans leur lutte contre les étrangers semble marquer la conscience du danger suprême qui menace la vieille Chine; avant peu d'années, nous serons témoins de l'agonie du plus vieil Empire du monde et du jour où une ère nouvelle s'ouvrira pour toute l'Asie.

Écrit par Friedrich Engels vers le 20 mai 1857.

Traduit de l'anglais.

Paru dans le *New York Daily Tribune*

n° 5032, le 5 juin 1857.

Karl Marx

Le Traité persan

Londres, 12 juin 1857

À une question relative à la guerre contre la Perse, récemment adressée à lord Palmerston, au sein de sa propre Chambre des communes, il répondit de façon blessante : « Sitôt que la *paix* sera ratifiée, la Chambre pourra exprimer ses opinions sur la *guerre*. » Le traité de paix signé à Paris, le 4 mars 1857, et ratifié à Bagdad, le 2 mai 1857, est maintenant soumis à la Chambre. Il comprend quatorze articles, dont huit encombrés des clauses de style usuel des traités de paix. L'article V stipule que les troupes persanes doivent se retirer du territoire et de la ville d'Hérat, et de toutes les autres parties de l'Afghanistan, dans les trois mois suivant l'échange des instruments de ratification. Par l'article XIV, le gouvernement britannique s'engage pour sa part, dès que la clause susdite aura été exécutée, « à retirer sans délai les troupes britanniques de tous les ports, places et îles appartenant à la Perse ».

Il convient à présent de se rappeler que l'évacuation de Hérat par les troupes persanes avait été offerte spontanément par l'ambassadeur persan Féroukh-khan au cours de ses conférences prolongées à Constantinople avec lord Stratford de Redcliffe, et avant même la prise de Bouchir. Le seul avantage nouveau, acquis par l'Angleterre, du fait de cette spéculation, se ramène au privilège d'enchaîner, durant la saison la plus malsaine, ses troupes dans la partie la plus pestilentielle de l'Empire persan. Les terribles ravages que le soleil, les marais et la mer infligent, pendant les mois d'été, même à la population indigène de Bouchir et de Mahommera, ont été enregistrés par les écrivains anciens et modernes, mais à quoi bon y renvoyer, puisqu'il y a quelques semaines, sir Henry Rawlinson, un juge très compétent, et un palmerstonien aussi, déclara publiquement que les troupes anglo-indiennes étaient assurées de succomber aux horreurs du climat ? Le *London Times*, dès l'annonce de la victoire de Mohammera, proclama la nécessité d'avancer, en dépit du traité de paix, jusqu'à Chiraz, pour sauver les troupes. Les suicides d'un amiral et d'un général britanniques, placés à la tête de l'expédition, étaient également dus à leur profonde anxiété quant au sort imminent également des troupes, que, conformément aux instructions du Gouvernement, ils ne devaient pas pousser au-delà de Mohammera. On peut donc s'attendre avec certitude à une autre catastrophe de

Crimée, sur une moindre échelle, ne provenant cette fois ni des nécessités de la guerre, ni des erreurs grossières de l'Administration, mais d'un traité écrit avec l'épée du vainqueur. Il se trouve une phrase, dans les articles mentionnés, qui, s'il convient à Palmerston, peut devenir une « petite pomme de discorde ».

L'article XIV stipule le « retrait des troupes britannique de tous les ports, places et îles *appartenant à la Perse* ». Or, le point de savoir si la ville de Mohammera *appartient* ou non à la Perse est matière à controverse. Les Turcs n'ont jamais renoncé à leurs revendications sur cette place, qui, située dans le delta de l'Euphrate, était leur seul port maritime, accessible en tout temps, sur ce fleuve, celui de Bassora ayant, à certaines saisons, trop peu de fond pour les vaisseaux de gros tonnage. De sorte que, s'il plaît à Palmerston, il peut garder Mohammera, sous prétexte que ce port n'« appartient » pas à la Perse et qu'il convient d'atteindre le règlement final de la question des frontières entre la Perse et la Turquie.

L'article VI stipule que la Perse consent à « abandonner toutes prétentions à la souveraineté sur le territoire et la ville d'Hérat et les régions d'Afghanistan ; à s'abstenir de toute immixtion dans les affaires intérieures d'Afghanistan ; à reconnaître l'indépendance d'Hérat et de l'Afghanistan tout entier et à ne jamais chercher à porter atteinte à l'indépendance de ces États » ; au cas de différends avec Hérat et l'Afghanistan, « à recourir

pour leur solution aux bons offices du gouvernement britannique, et à ne pas prendre les armes à moins que ces bons offices soient restés sans effet ».

Le Gouvernement britannique, de son côté, s'engage à « exercer en tout temps son influence sur les États d'Afghanistan pour prévenir toute cause d'ombrage de leur part » et à « faire de son mieux pour concilier les différends d'une manière juste et honorable pour la Perse ».

Cet article, une fois dépouillé de ses formules de chancellerie, ne signifie rien autre que la reconnaissance par la Perse de l'indépendance d'Hérat, concession que Féroûkh-khan s'était déclaré prêt à faire à la conférence de Constantinople. Il est vrai qu'en vertu de cet article, le gouvernement britannique est institué l'arbitre officiel entre la Perse et l'Afghanistan, mais c'était le rôle qu'il a toujours joué, depuis le commencement du siècle. Qu'il soit capable ou non de continuer à l'assumer, c'est une question non pas de droit mais de force. En outre, si le Chah entretient à la cour de Téhéran quelque Hugo Grotius, ce dernier soulignera que toute stipulation par laquelle un État indépendant donne à un gouvernement étranger le droit de s'immiscer dans ses relations internationales est nulle et non avenue, au regard du *jus gentium*, ce qui est d'autant plus le cas de cette stipulation avec l'Angleterre qu'elle traite l'Afghanistan, terme purement poétique pour désigner divers tribus et États, comme s'il

s'agissait d'un pays réel. L'État d'Afghanistan, au sens diplomatique, n'existe pas plus que l'État de Panslavia.

L'article VII, stipulant qu'en cas de violation quelconque de la frontière persane par les États afghans, « le gouvernement persan aura le droit d'entreprendre les opérations militaires pour la répression et le châtiement des agresseurs, mais « devra se retirer dans les limites de son propre territoire, sitôt que cet objet est accompli », n'est qu'une répétition littérale de cette même clause du traité de 1852, qui fournit l'occasion immédiate de l'expédition de Bouchir.

En vertu de l'article IX, la Perse admet l'établissement et la reconnaissance de consulats généraux, consulats, vice-consulats et postes d'agents consulaires britanniques sur le pied de la nation la plus favorisée; mais, par l'article XII, le gouvernement britannique renonce au « droit de protéger dorénavant tout sujet persan, ne se trouvant pas actuellement au service de la mission britannique ou des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires britanniques ».

L'établissement de consulats britanniques en Perse ayant été consenti par Féroûkh-khan avant le commencement de la guerre, le présent traité n'ajoute que la renonciation de l'Angleterre à son droit de protéger les sujets persans, droit qui constitua une des causes ostensibles de la guerre. L'Autriche, la France et autres États ont obtenu l'établissement de consulats en Perse sans recourir à aucune expédition de piraterie.

Enfin, le traité impose à la cour de Téhéran le retour de M. Murray et dicte les excuses à faire à ce gentleman, pour avoir été défini, dans une lettre adressée au sadrazam¹ par le Chah, comme « un homme stupide, ignorant et insane », comme un « pauvre d'esprit » et l'auteur d'un « document insolent, inepte et abject ». L'offre de présenter des excuses à M. Murray avait été également faite par Férroukh-khan, mais avait été alors déclinée par le gouvernement britannique, qui insistait pour obtenir la démission du sadrazam et l'entrée solennelle de M. Murray à Téhéran « au son des cornets, flûtes, harpes, saquebutes, psaltérions, athares et toute sorte de musique ». En acceptant, comme consul général en Égypte, des faveurs personnelles de M. Barrot, en envoyant, à son premier débarquement à Bouchir, vendre publiquement au bazar le tabac dont il lui avait été fait présent au nom du Chah, en se faisant le chevalier errant d'une dame persane de vertu douteuse, M. Murray n'a pas réussi à donner aux esprits orientaux une très haute idée de l'intégrité ou de la dignité britannique. Sa réadmission forcée à la cour persane doit donc être considérée comme un succès plutôt contestable. Dans l'ensemble, le traité ne contient, outre les offres faites par Férroukh-khan avant le commencement de la guerre, nulles stipulations valant le papier sur lequel elles sont écrites, et moins

1. Au Premier ministre (N.d.É.)

DU COLONIALISME EN ASIE...

encore les trésors dépensés et le sang répandu. Les profits les plus clairs de l'expédition persane peuvent se résumer en la haine que s'est attirée la Grande-Bretagne, dans toute l'Asie centrale, la désaffection de l'Inde, accrue par le retrait des troupes indiennes, et le fardeau nouveau imposé au Trésor indien, l'éventualité presque inévitable d'une autre catastrophe de Crimée, la reconnaissance de la médiation officielle de Bonaparte entre l'Angleterre et les États asiatiques, enfin l'acquisition par la Russie de deux bandes de terrain de grande importance, l'une sur la Caspienne, l'autre sur la frontière septentrionale côtière de la Perse.

Écrit par Karl Marx le 12 juin 1857.

Traduit de l'anglais.

Paru dans le *New York Daily Tribune*

n° 5048, le 21 juin 1857.

Friedrich Engels

Extrait de l'article

L'Afghanistan

Afghanistan, vaste pays d'Asie, au nord-ouest de l'Inde, situé entre la Perse et les Indes, et, dans l'autre direction, entre l'Hindou-Kouch et l'océan Indien. Il comprenait antérieurement les provinces persanes du Khorassan et du Kohistan, avec le Hérat, ainsi que le Béloutchistan, le Cachemire, le Sind et une partie considérable du Pendjab. En ses présentes limites, il ne compte probablement pas plus de quatre millions d'habitants.

La position géographique de l'Afghanistan et le caractère particulier de son peuple confèrent à ce pays une importance politique qui peut difficilement être surestimée, dans les affaires de l'Asie centrale. Le Gouvernement est une monarchie, mais l'autorité du roi sur ses vaillants et turbulents sujets est personnelle et fort incertaine. Le royaume est divisé en provinces, chacune administrée par un représentant du souverain qui perçoit les impôts et les envoie à la capitale.

Les Afghans sont une race brave, vigoureuse et indépendante ; ils s'adonnent uniquement aux occupations pastorales et agricoles, négligeant les métiers et le commerce, qu'ils abandonnent avec mépris aux Hindous et autres habitants des villes. Pour eux, la guerre est un stimulant et une diversion aux monotones occupations artisanales. Les Afghans sont divisés en clans, sur lesquels les divers chefs exercent une sorte de suprématie féodale. Leur haine indomptable du pouvoir et leur amour de l'indépendance individuelle les empêchent seuls de devenir une puissante nation ; mais cette même spontanéité et cette inconstance en font des voisins dangereux, susceptibles de se laisser emporter au vent du caprice ou entraîner par des intrigants politiques, qui excitent astucieusement leurs passions. Les deux principales tribus sont les Durranis et les Ghildzis, toujours à couteaux tirés entre eux. Les Durranis sont les plus puissants : et en vertu de leur suprématie, leur émir, ou khan, se fit roi d'Afghanistan. Il a un revenu d'environ dix millions de dollars. Il ne jouit de l'autorité suprême que dans sa tribu. Les contingents militaires sont principalement fournis par les Durranis ; le reste de l'armée se recrute parmi les autres clans, ou se compose d'aventuriers qui s'enrôlent dans l'espoir d'une solde ou du pillage. La justice, dans les villes, est rendue par les cadis, mais les Afghans recourent rarement à la loi. Les pouvoirs de leurs khans, en matière pénale, vont jusques et y compris le droit de vie et de

mort. Tirer vengeance du sang versé est chez eux un devoir de famille. Ils sont néanmoins réputés comme un peuple libéral et généreux, quand ils ne sont pas provoqués, et les lois de l'hospitalité sont si sacrées chez eux qu'un ennemi mortel, qui mange le pain et le sel, même obtenu par stratagème, est à l'abri de toute vengeance et peut même réclamer la protection de son hôte contre tous les autres dangers. Ils sont mahométans, de la secte sunnite ; mais ils ne sont pas bigots, et les alliances entre sunnites et chiïtes ne sont nullement exceptionnelles.

L'Afghanistan a été soumis successivement à la domination mogole et persane. Avant l'arrivée des Britanniques sur les rivages de l'Inde, les invasions étrangères qui frappèrent les plaines de l'Hindoustan venaient toujours d'Afghanistan. Mahmoud le Grand, Gengis Khan, Tamerlan et Nadir-Chah prirent tous cette route. En 1747, après la mort de Nadir, Ahmed Chah, qui avait appris l'art de la guerre chez cet aventurier militaire, résolut de secouer le joug persan. Sous son règne, l'Afghanistan atteignit son apogée de grandeur et de prospérité aux temps modernes. Il appartenait à la famille de Souddosis et son premier acte fut de se saisir du butin que son défunt chef avait amassé en Inde. En 1748, il réussit à chasser le gouverneur mogol de Caboul et de Pechawer, et, franchissant l'Indus, il envahit rapidement le Pendjab. Son royaume s'étendait du Khorassan à Delhi et il mesura même son épée avec

celle des princes Mahrattes. Ces grandes entreprises militaires ne l'empêchèrent pas, néanmoins, de cultiver certains arts de la paix, et il s'acquit un renom favorable comme poète et historien. Il mourut en 1773, laissant la couronne à son fils Timour, cependant inégal à cette lourde tâche. Il abandonna la ville de Kandahar, fondée par son père et devenue en peu d'années une cité opulente et populeuse, et remit le siège du Gouvernement à Caboul. Durant son règne, les dissensions entre tribus, réprimées d'une main ferme par Ahmed Chah, se ranimèrent. Timour mourut en 1793 et Zémaoun lui succéda. Ce prince conçut l'idée de consolider la puissance mahométane en Inde, et ce plan, qui aurait pu mettre sérieusement en danger les possessions britanniques, fut considéré comme si important que sir John Malcolm fut dépêché à la frontière, pour tenir les Afghans en respect, au cas où ils entreprendraient un mouvement, et en même temps des négociations furent ouvertes avec la Perse, grâce au concours de laquelle les Afghans pouvaient être pris entre deux feux. Ces précautions, toutefois, n'étaient pas nécessaires : Zémaoun Chah était plus que suffisamment occupé par les conspirations et les troubles en son pays, et ses grands plans avortèrent. Le frère du roi, Mahmoud, envahit le Hérat avec le dessein d'y fonder une principauté indépendante, mais après l'échec de cette tentative, il s'enfuit en Perse. Zémaoun Chah était monté sur le trône avec l'aide de la famille des Baraksis,

à la tête de laquelle se trouvait Sheil Afros Khan. La nomination par Zémaoun d'un vizir impopulaire suscita la haine de ses anciens partisans, qui ourdirent une conspiration, laquelle fut découverte et Sheil Afros fut mis à mort. Mahmoud fut alors rappelé par les conjurés, Zémaoun Chah fait prisonnier eut les yeux arrachés. À Mahmoud, soutenu par les Durranis, les Ghildzis opposèrent Choudja Chah, qui se maintint quelque temps sur le trône, mais qui, finalement défait, principalement par la perfidie de ses propres partisans, dut chercher refuge chez les Sikhs.

En 1809, Napoléon avait envoyé le général Gardanne en Perse, dans l'espoir d'inciter le chah¹ à envahir l'Inde, et le gouvernement anglais dans l'Inde avait envoyé un représentant² à la cour de Choudja Chah, pour créer une opposition à la Perse. À cette époque, Ranjit-Singh s'était élevé au pouvoir et à la gloire. C'était un chef sikh, qui par son génie avait rendu son pays indépendant des Afghans et avait fondé un royaume au Pendjab, se gagnant ainsi le titre de maharadjah (grand roi) et le respect du gouvernement anglo-indien. Cependant, l'usurpateur Mahmoud ne devait pas jouir longtemps de son triomphe. Futteh-khan, son vizir, qui avait flotté alternativement entre Mahmoud et Choudja Chah, au gré de son ambition ou

1. Feth Ali Chah. (N.d.É.)

2. M. Elphinstone. (N.d.É.)

de son intérêt du moment, fut saisi par le fils du roi, Kamran, qui lui fit arracher les yeux et par la suite cruellement mis à mort. La puissante famille du vizir assassiné jura de la venger. Le souverain fantoche Choudja Chah fut rappelé et Mahmoud chassé. Choudja Chah, néanmoins, ayant donné sujet de griefs, fut bientôt déposé et un de ses frères couronné à sa place. Mahmoud s'enfuit à Hérat, dont il resta en possession, et à sa mort, en 1829, son fils Kamran lui succéda au gouvernement de ce territoire. La famille des Baraksis, ayant à présent atteint le pouvoir suprême, divisa le territoire entre ses membres, mais ceux-ci, suivant l'usage national, se querellaient, unis seulement en présence d'un ennemi commun. Un des frères, Mohammed-Khan, tenait la ville de Pechawer, pour laquelle il payait tribut à Ranjit-Singh; un autre, Ghazni, un troisième, Kandahar, tandis que Dost Mohammed, le plus puissant de la famille, régnait à Caboul.

C'est auprès de ce prince que le capitaine Alexandre Burnes fut envoyé comme ambassadeur en 1835, quand la Russie et l'Angleterre intriguaient l'une contre l'autre en Perse et en Asie centrale. Il offrit une alliance que Dost n'était que trop heureux d'accepter; mais le gouvernement anglo-indien exigeait tout de lui et ne lui offrait absolument rien en retour. En 1838, les Persans, avec l'aide et le conseil des Russes, mirent le siège devant Hérat, la clef de l'Afghanistan et de l'Inde; un

agent persan et un agent russe arrivèrent à Caboul, et Dost, en présence du refus constant des Britanniques de prendre un engagement positif, fut enfin obligé d'accueillir les ouvertures de l'autre partie. Burnes partit, et lord Auckland, alors gouverneur général de l'Inde, sous l'influence de son secrétaire W. McNaghten, résolut de punir Dost Mohammed, pour ce qu'il l'avait, lui-même, forcé de faire. Il résolut de le détrôner et de mettre à sa place Choudja Chah, alors pensionné du gouvernement indien. Un traité fut conclu avec Choudja Chah et avec les Sikhs : le chah commença à rassembler une armée payée par les Britanniques et encadrée par leurs officiers, et des troupes anglo-indiennes furent concentrées sur le Sattedj. McNaghten, secondé par Burnes, devait accompagner l'expédition en qualité d'envoyé en Afghanistan. Entretemps, les Persans avaient levé le siège de Hérat, et, par conséquent, la seule raison valide pour motiver une immixtion en Afghanistan était écartée ; néanmoins, en décembre 1838, l'armée marcha vers le Sind : le pays fut réduit en soumission et forcé de payer une contribution au bénéfice des Sikhs et de Choudja Chah. Le 20 février 1839, l'armée britannique franchit l'Indus. Elle se composait d'environ 12 000 hommes, suivis de plus de 40 000 non-combattants, sans compter les nouvelles levées du chah. La passe de Bolan fut franchie en mars ; le manque de vivres et de fourrages commença à se faire sentir ; les chamcaux tombaient par centaines

et une grande partie des bagages fut perdue. Le 7 avril, l'armée s'engagea dans la passe de Khodjak, qu'elle traversa sans rencontrer de résistance, et, le 25 avril, entra à Kandahar, que les princes afghans, frères de Dost Mohammed, avaient abandonné. Après un repos de deux mois, sir John Keane, le chef de l'expédition, s'avança avec le gros de l'armée vers le nord, laissant une brigade sous les ordres de Nott à Kandahar. Ghazni, l'imprenable forteresse de l'Afghanistan, tomba le 22 juillet, un déserteur ayant informé que la porte de Caboul était la seule qui n'avait pas été couverte d'un retranchement; on la fit sauter et la place fut prise d'assaut. Après ce désastre, l'armée réunie par Dost Mohammed se débanda aussitôt et Caboul ouvrit aussi ses portes, le 6 août. Choudja Chah fut intronisé dans les formes, mais le pouvoir réel restait entre les mains de McNaghten, qui payait également toutes les dépenses de ce prince aux frais du Trésor indien.

La conquête de l'Afghanistan semblait accomplie, et une portion considérable des troupes fut renvoyée. Mais les Afghans n'étaient nullement contents d'être gouvernés par les *Feringhee Kaffirs* (les infidèles francs), et, durant 1840 et tout 1841, les insurrections se succédèrent dans toutes les parties du pays. Les troupes anglo-indiennes devaient être constamment en mouvement. McNaghten déclarait néanmoins que tel était l'état normal de la société afghane et écrivait à la métropole que tout allait bien et que le pouvoir de Choudja

Chah s'affermissait. Les avertissements des militaires et autres agents politiques anglais restaient vains. Dost Mohammed s'était rendu aux Britanniques en octobre 1840 et avait été envoyé en Inde ; toutes les insurrections, au cours de l'été 1841, avaient été réprimées, et, vers octobre, McNaghten, nommé gouverneur de Bombay, se disposait à rentrer en Inde, avec un autre corps de troupes. Mais ce fut alors que la tempête éclata. L'occupation de l'Afghanistan coûtait au Trésor indien 1 250 000 livres sterling par an. Il fallait pourvoir à l'entretien, en Afghanistan, de 16 000 hommes de troupes anglo-indiennes et de celles de Choudja Chah, à celui de 3 000 autres, stationnés au Sind et à la passe de Bolan ; les dépenses royales de Choudja, les traitements de ses fonctionnaires et toutes les dépenses de sa cour et de son gouvernement étaient défrayés par le Trésor indien, et, enfin, les chefs afghans étaient subventionnés, ou plutôt achetés, de la même source, pour les empêcher de nuire. McNaghten fut informé qu'il était impossible de continuer à dépenser de l'argent à ce train. Il chercha à retrancher sur les frais, mais le seul moyen possible d'y parvenir était de réduire les subventions aux chefs. Le jour même où il tenta de le faire, les chefs ourdirent une conspiration pour l'extermination des Britanniques, de sorte que McNaghten fut lui-même le moyen par lequel devait se réaliser la concentration des forces insurrectionnelles qui jusque-là avaient lutté isolément contre l'envahisseur, sans

unité ni concert; il est également certain qu'à ce temps la haine de la domination britannique avait atteint son point culminant parmi les Afghans.

Les Anglais, à Caboul, étaient commandés par le général Elphinstone, vieil homme goutteux, irrésolu, parfaitement incapable, aux ordres toujours contradictoires. Les troupes occupaient un camp fortifié si étendu que la garnison, à peine suffisante pour tenir les remparts, l'était encore moins pour envoyer des détachements en campagne. Les ouvrages étaient si imparfaits que le fossé et le parapet pouvaient être franchis à cheval. Comme si tout ceci ne suffisait pas, le camp était dominé, presque à portée de mousqueterie, par des hauteurs, et, pour mettre le comble à l'absurdité de ces dispositions, toutes les subsistances et provisions de médicaments se trouvaient dans deux forts à quelque distance du camp, séparés de lui par des jardins clos de murs et par un autre petit fort, non occupé par les Anglais. La citadelle de Bala-Hissar, à Caboul, aurait offert de sûrs et splendides quartiers d'hiver à toute l'armée, mais pour complaire à Choudja Chah on n'y avait pas mis garnison. Le 2 novembre 1841, l'insurrection éclata. La maison d'Alexandre Burnes, en ville, fut attaquée et lui-même tué. Le général britannique ne fit rien et l'impunité donna des forces à l'insurrection. Elphinstone, tout à fait désemparé, à la merci de conseils contradictoires, ne tarda pas à plonger toutes choses dans cette confusion que Napoléon décrit par

ces trois mots : *ordre, contre-ordre, désordre**. Bala-Hissar, même alors, ne fut pas occupée. Les quelques compagnies envoyées contre les milliers d'insurgés furent naturellement battues, ce qui encouragea encore les Afghans. Le 3 novembre, les forts voisins du camp furent occupés. Le 9, le fort de l'intendance (tenu par une garnison de 80 hommes seulement) fut pris par les Afghans, et les Britanniques furent ainsi réduits à la famine. Le 5, Elphinstone parlait déjà d'acheter libre passage pour se retirer du pays. En fait, vers le milieu de novembre, son irrésolution et son incapacité avaient démoralisé les troupes au point que ni les Européens ni les cipayes n'étaient plus capables d'affronter les Afghans en rase campagne. Les négociations commencèrent alors, au cours desquelles McNaghten fut assassiné, pendant une conférence avec les chefs afghans. La neige commença à couvrir le sol, les subsistances étaient rares. Le 1^{er} janvier, enfin, une capitulation fut conclue. Tout le Trésor, 190 000 livres sterling, devait être livré aux Afghans, et des reconnaissances de dette pour 140 000 livres encore devaient être signées. Toute l'artillerie et les munitions, à l'exception de six pièces de six pouces et trois de montagne, devaient être abandonnées. L'Afghanistan devait être entièrement évacué. Les chefs, de leur part, promettaient un sauf-conduit des vivres et des bêtes de somme. Le 5 janvier, les Britanniques commencèrent leur retraite, au nombre de 4 500 combattants et 12 000 non-combat-

tants. Une marche suffit pour faire disparaître le dernier vestige d'ordre et mêler soldats et non-combattants dans une confusion irrémédiable, rendant toute résistance impossible. Le froid, la neige et le manque de vivre agirent comme dans la retraite de Napoléon, après l'abandon de Moscou. Mais au lieu de Cosaques se tenant à distance respectueuse, les Britanniques étaient harcelés furieusement, de chaque hauteur, par les tireurs d'élite afghans, armés de mousquets à longue portée. Les chefs qui avaient signé la capitulation ne pouvaient ni ne voulaient réfréner les tribus montagnardes. La passe de Kourd-Caboul devint le tombeau de presque toute l'armée, et ses faibles restes, moins de 200 Européens, furent anéantis à l'entrée de la passe de Djagdalak. Un seul homme, le docteur Brydon, atteignit Djelalabad pour raconter l'histoire. De nombreux officiers, cependant, avaient été pris par les Afghans et gardés en captivité. Djelalabad était tenu par la brigade de Sale. Sommé de capituler, il refusa d'évacuer la ville; ainsi fit Nott à Kandahar. Ghazni était tombé; il n'y avait pas un homme dans la place qui entendît quelque chose à l'artillerie, et les cipayes de la garnison avaient succombé au climat.

Pendant ce temps, les autorités britanniques à la frontière, aux premières nouvelles du désastre de Caboul, avaient concentré à Pechawer les troupes destinées à renforcer les régiments en Afghanistan. Mais les transports manquaient et les cipayes tombaient malades en

grand nombre. Le général Pollock prit le commandement, en février, et, à la fin de mars 1842, reçut de nouveaux renforts. Il força alors la passe de Khyber et se porta au secours de Sale, à Djelalabad, où quelques jours auparavant ce dernier avait complètement défait l'armée d'investissement afghane. Lord Ellenborough, à présent gouverneur général de l'Inde, ordonna aux troupes de se replier, mais Nott et Pollock trouvèrent tous deux une excuse heureuse dans le manque de transports. Finalement, au début de juillet, l'opinion publique en Inde força lord Ellenborough à faire quelque chose pour restaurer l'honneur et le prestige de l'armée britannique ; en conséquence, il autorisa une marche sur Caboul, à la fois de Kandahar et de Djelalabad. Vers le milieu d'août, Pollock et Nott avaient concerté leurs mouvements, et le 20 août Pollock se mit en marche sur Caboul, atteignit Gandamak, battit un corps afghan le 23, occupa la passe de Djagdalak le 8 septembre, défit les forces réunies de l'ennemi le 13 septembre, sur les bords du Tezeen, pour camper le 15 sous les murs de Caboul. Pendant ce temps, Nott avait évacué Kandahar le 7 août et marché avec toutes ses forces sur Ghazni. Après quelques engagements de détail, il avait défait d'importantes forces afghanes, le 30 août, pris possession de Ghazni, abandonné par l'ennemi le 6 septembre, détruit les fortifications et la ville, infligé une nouvelle défaite aux Afghans, sur la forte position d'Alydan, et était arrivé, le 17 septembre,

à proximité de Caboul, où Pollock avait immédiatement établi la liaison avec lui. Choudja Chah avait été depuis longtemps assassiné par un chef, et depuis aucun gouvernement régulier n'existait en Afghanistan; son fils Futteh Jung était nominalement roi. Pollock envoya un détachement de cavalerie à la rescousse des prisonniers de Caboul, mais ces derniers, qui avaient réussi à acheter leurs gardiens, vinrent à sa rencontre sur la route. À titre de vengeance, le bazar de Caboul fut détruit, et les soldats mirent à sac une partie de la ville, massacrant de nombreux habitants. Le 12 octobre, les Britanniques quittèrent Caboul, regagnant l'Inde par Djelalabad et Pechawer. Futteh Jung, jugeant sa position désespérée, les suivit. Dost Mohammed fut alors libéré de sa captivité et rentra dans son royaume. Ainsi finit la tentative des Britanniques en vue d'imposer un prince de leur façon en Afghanistan.

Écrit par Friedrich Engels vers le 10 août 1857.

Traduit de l'anglais.

Paru dans le *New American Cyclopædia* (t. I, 1858).

Vie de Karl Marx

5 mai 1818. Naissance de Karl Marx, issu d'une famille de rabbins, à Trèves (Prusse-Rhénane).

1835-1836. Marx étudie le droit à Bonn, puis à Berlin.

1837. Il fréquente le Doktorklub, cercle d'universitaires et de jeunes hégéliens de gauche.

1838. Mort de son père, l'avocat Heinrich Marx.

1841. Marx obtient le titre de docteur en philosophie à l'université d'Iéna.

1842. Il renonce à une carrière universitaire et s'engage dans le journalisme. Il s'installe à Bonn. Début de collaboration à la *Rheinische Zeitung*, où il est rédacteur en chef à partir d'octobre. Premiers contacts avec les idées socialistes et communistes. Première rencontre avec Engels.

1843. Marx démissionne de la rédaction du journal, qui est interdit en mars. Il épouse Jenny von Westphalen, avec qui il s'installe à Paris. Découverte des milieux révolutionnaires et du prolétariat parisien.

1844. Parutions : *La Sainte Famille*, *À propos de la question juive*, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*. Il rencontre Bakounine, révolutionnaire anarchiste russe, et Proudhon.

1845. Expulsé de France par ordre de Guizot sur intervention de la Prusse, Marx s'établit à Bruxelles et entreprend des études économiques. Parution de *L'Idéologie allemande*.

1847. Premier congrès de la Ligue des communistes à Londres. Marx est nommé président de la commune bruxelloise de la Ligue des communistes. Séjour à Londres, avec Engels, pour le deuxième Congrès de la Ligue où ils sont chargés de rédiger un manifeste.

1848. Parution à Londres du *Manifeste du parti communiste*, la veille de la révolution du 24 février. Expulsé de Belgique, Marx rejoint Paris puis Cologne, où il devient rédacteur en chef de la *Nouvelle Gazette rhénane (Neue Rheinische Zeitung)*, organe démocratique révolutionnaire.

1849. Expulsé d'Allemagne, Marx se rend en France, puis émigre à Londres. Parution de *Discours sur le libre-échange et de Travail salarié et capital*.

1850. Parution des *Luttes de classes en France*.

1851. Marx devient correspondant pour l'Europe du *New York Daily Tribune*.

1852. Sur proposition de Marx, dissolution de la Ligue des communistes. Parution du *18 Brumaire de Louis Bonaparte*.

1854. Marx, délégué d'honneur au Parlement du travail, est convoqué à Manchester par les chartistes.

1856. Publication d'une vingtaine d'articles dans le *New York Daily Tribune*.

1857. Rédaction des *Grundrisse*.

1859. Parution de *Contribution à la critique de l'économie politique*. Marx prend la direction de *Das Volk*, hebdomadaire allemand qui paraît à Londres.

1863. Recherches sur les théories de la plus-value et l'histoire de la technique. Mort de sa mère.

1864. Fondation, à Londres, de l'Association internationale des travailleurs (AIT); Marx est nommé secrétaire du conseil général. Parution du *Procès de production du capital*. Après seize ans de silence, Marx renoue avec Bakounine.

1865. Marx, avec Engels, se dresse contre le « socialisme gouvernemental », à tendance nationaliste, des lassalliens.

1866. Tous deux font campagne pour la cause de la Pologne. Le Congrès élit Marx au conseil général de l'AIT.

1867. Parution du livre I du *Capital*, à Hambourg.

1868. Mariage de Laura, fille de Marx, avec Paul Lafargue.

1870. L'AIT applaudit à l'avènement de la République en France, après la défaite du pays contre la Prusse. Parution de *La Guerre civile en France*. Lutttes de tendances au sein de l'AIT entre Marx et Bakounine, représentant de la fraction anti-autoritaire.

1871. Proclamation de la Commune de Paris.

1872. Congrès de La Haye, qui entraîne l'éclatement de la première Internationale, dont le siège est transféré à New York. Bakounine est exclu de l'AIT. Parution en russe du *Manifeste du parti communiste*.

1873. Malgré sa maladie, Marx continue de travailler aux livres II et III du *Capital* ; il étudie l'histoire économique et sociale de la Russie.

1875. À Gotha, Congrès d'unification du socialisme allemand, qui réunit les lassalliens et les marxistes. Traduction française du livre I du *Capital*.

1876. Dissolution officielle de la première Internationale. Mort de Bakounine.

1880. Jules Guesde écrit, sous la dictée de Marx, les *Considérants du programme du Parti ouvrier français*. Succès du *Capital* en Russie.

1881. Marx et Jenny sont gravement malades. Jenny meurt le 2 décembre.

14 mars 1883. Mort de Karl Marx.

1885 et 1894. Parution des livres II et III du *Capital*.

Repères bibliographiques

ŒUVRES DE KARL MARX

- ◆ *Le Capital*, Flammarion, 1985.
- ◆ *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Mille et une nuits, 1997.
- ◆ *Écrits de jeunesse*, Quai Voltaire, 1994.
- ◆ *La Guerre civile en France : 1871*, Messidor, 1987.
- ◆ *Grundrisse : manuscrits de 1857-1858*, Messidor, 1980.
- ◆ *L'Idéologie allemande*, Messidor, 1982.
- ◆ *Lettres à Kugelmann*, Messidor, 1987.
- ◆ *Les Lutttes de classes en France : 1848-1850*, Messidor, 1984.
- ◆ *La Nouvelle Gazette rhénane*, Messidor, 1970.
- ◆ *Œuvres* (4 vol.), Gallimard, La Pléiade, 1968-1994.
- ◆ *Thèses sur Feuerbach*, Messidor, 1984.
- ◆ *Travail salarié et capital, Salaire, prix et profit*, Messidor, 1985.

ŒUVRES DE FRIEDRICH ENGELS

- ◆ *Esquisse d'une critique de l'économie politique, 1843-1844*, Allia, 1998.
- ◆ *Esquisse d'une critique de l'économie politique ; Lettres d'Angleterre ; Lettres de Londres*, Aubier, 1974.
- ◆ *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande*, Scandéditions, 1984.

ŒUVRE DE KARL MARX ET FRIEDRICH ENGELS

- ◆ *Manifeste du Parti communiste*, Mille et une nuits, 1994.

ÉTUDES SUR KARL MARX ET FRIEDRICH ENGELS

- ◆ ALTHUSSER (Louis), *Pour Marx*, La Découverte, 1986.
- ◆ ARON (Raymond), *Le Marxisme de Marx*, Éditions de Fallois, 2001.

Karl Marx Friedrich Engels DU COLONIALISME EN ASIE INDE, PERSE, AFGHANISTAN

Textes intégraux

Rares sont les auteurs, et plus encore les philosophes, qui ont consacré quelques pages de réflexion et d'analyse à l'Asie centrale au XIX^e siècle. Rédigés dans les années 1850, les articles « anticolonialistes » de Friedrich Engels et de Karl Marx exposent les manœuvres britanniques pour s'imposer en Inde, les luttes d'influence entre la Russie, la Perse (l'Iran), les Français et les Anglais, et rapportent la guerre britannique de 1838-1842 en Afghanistan. Alors, toute lecture marxiste est-elle dépassée ? Non, la force de leurs analyses géostratégiques, où se dessine déjà le marxisme sous le propos journalistique, reste, hélas, d'une exceptionnelle actualité.

Graphisme : Rampazzo.com



9 782842 056346

ISBN 2-84205-634-5

49.4732.1.



2,50 €/16,40 FRF Prix TTC France

MILLE . ET . UNE . NUITS N°372